

Thiessen prévoit un ralentissement

PRESSE CANADIENNE

Kitchener — La dévastatrice tempête de verglas de ce mois-ci et les inquiétudes concernant la situation économique en Asie vont ralentir la croissance économique canadienne en 1998, de l'avis du gouverneur de la Banque du Canada, Gordon Thiessen, qui parlait hier au moment où le dollar tombait à un niveau jamais vu en près de 12 ans.

«Nous croyons que la croissance économique ne sera pas aussi forte en 1998 que nous le pensions l'automne dernier», a déclaré M. Thiessen en présence d'un groupe d'hommes d'affaires, hier, à Kitchener. La banque centrale est une nouvelle fois revenue sur ses prévisions voulant que l'économie du pays progresserait de 4 % au cours de l'année, a précisé son gouverneur général. Ce dernier ne s'est toutefois pas risqué à prédire de façon précise ce que réservait 1998. «Il y a tellement d'incertitude en Asie, et il y a cette tempête de verglas qui aura un énorme impact sur [la croissance] en janvier», a-t-il indiqué après s'être adressé à d'anciens étudiants en administration de l'université Western Ontario.

Dans le cadre de son premier discours public de l'année, M. Thiessen a indiqué que la santé économique du Canada «demeure positive et généralement meilleure que vous pourriez le croire». Néanmoins, le principal artisan de la politique monétaire du pays a refusé de dire si la présente incertitude pourrait se traduire par un gel des hausses des taux d'intérêt. «Ce n'est pas vraiment une question à laquelle je peux répondre, j'en ai bien peur.»

Pendant ce temps, le dollar canadien reculait encore, hier, et la crise des devises asiatiques a été citée comme cause principale. Le dollar a glissé jusqu'à 69,34 c US en cours de séance, pour finalement fermer à 69,37 c US, en baisse de 18 centimes sur sa clôture de lundi. Il a ainsi approché son plus bas niveau, soit 69,17 c US en février 1986.

Hier, la Banque du Canada a racheté du dollar pour le maintenir mais, affirme Andrew Pyle, de la Banque ABN Amro, l'action des courtiers institutionnels a été la plus déterminante en faveur de la devise canadienne. «Ils ont perçu la situation du dollar canadien comme une occasion d'acheter à bon prix, c'est ce qui l'a vraiment maintenu», a ajouté M. Pyle.

Le dollar a également fait écho, hier, au recul de 0,3 % des livraisons des fabricants en novembre, pour atteindre 36,9 milliards, en partie à cause des baisses de prix des composantes dans l'industrie des produits électriques et électroniques, a rapporté Statistique Canada.

Par contre, les commandes en carnet se sont accrues de 2,6 % pour atteindre 42 milliards, ce qui représente une dixième hausse en 1997 et indique une économie vigoureuse. Au cours des 11 premiers mois de 1997, les commandes en carnet ont augmenté de 22,6 %, «un accroissement qui se démarque nettement de la performance plutôt faible de 1996», constate l'organisme fédéral. Les stocks des fabricants se sont établis à 48,1 milliards en novembre après une hausse de 1 %, la neuvième en 1997.

Manuvie s'engage dans un processus de démutualisation

LE DEVOIR

Après La Mutuelle, qui a lancé le mouvement parmi les plus grandes compagnies d'assurances au Canada, Manuvie a annoncé qu'elle allait également s'engager dans un processus de démutualisation.

Le conseil d'administration de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers a précisé hier qu'il a demandé à la direction d'élaborer un projet visant à transformer cette société à forme mutuelle en une société par actions pouvant faire un appel public à l'épargne. Tout projet de démutualisation, s'il est approuvé par le conseil et par les autorités de tutelle, sera ensuite soumis à l'approbation des titulaires de contrats, en 1999.

«C'est avec un vif intérêt que nous étudions la faisabilité d'une distribution aux titulaires de contrats avec participation admis de la valeur économique de leurs intérêts chez Manuvie», a déclaré Dominic D'Alessandro, président et chef de la direction. Les titulaires de nos contrats avec participation ont actuellement un droit de propriété dans la compagnie, mais ce droit ne peut ni être négocié sur un marché ni donner lieu à un encaissement. Avec la démutualisation, des actions négociables sur le marché organisé seraient distribuées aux titulaires admis, qui pourraient ensuite conserver ces actions ou les céder pour en tirer la valeur liquide.»

Un des principaux éléments de l'opération consistera à trouver le moyen d'assurer une répartition juste et équitable de la valeur de la compagnie entre les titulaires de contrats avec participation admis, dont le nombre avoisine les 750 000. L'attribution d'actions variera fortement en fonction, notamment, de la durée des contrats, du niveau de prime ainsi que du type et de la taille des contrats. Au 30 septembre dernier, la valeur comptable nette de la compagnie et de ses filiales, calculée d'après les excédents disponibles pour les titulaires de contrats, se chiffrait à quelque 4,7 milliards.

Le conseil a par ailleurs fixé au 20 janvier 1998 la date d'admissibilité des titulaires de contrats avec participation. Ces titulaires devront conserver leurs contrats jusqu'à la date d'arrêtés des droits, une date qui précèdera de peu le vote des titulaires, qui aura probablement lieu en 1999.

Quatre des cinq plus grosses compagnies d'assurances au Canada sont exploitées sous la forme d'une mutuelle. Il y a Manuvie, Sun Life, Canada Life et La Mutuelle du Canada.

Tempête de verglas

Les institutions financières sont en état de crise

Face à l'ampleur de cette tempête de verglas et à sa double dimension employés-clients sinistrés, les institutions financières ont eu à activer, pour la première fois, leur plan de crise. L'opération a été générale, et malgré un certain retard à évoluer en mode d'urgence, on est vite retombé sur ses pieds. On a dépoussiéré les livres de procédures et on est passé de la théorie à la pratique pour soutenir les initiatives locales.

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

«T

out s'est déroulé de façon escalatoire. Les 6, 7 et 8 janvier, nous avions quelques caisses touchées par les pannes d'électricité, une centaine en fait au Québec et une cinquantaine sur le territoire de notre fédération. Nous pouvions alors procéder par suppléance entre caisses. La crise a véritablement débuté le 9 janvier. C'est ce vendredi qu'elle a atteint son paroxysme, avec un débordement le samedi. À ce moment-là, 568 caisses populaires et 800 guichets automatiques étaient touchés, dont 300 caisses et 520 guichets sur le territoire de notre fédération», résume le directeur général de la Fédération des caisses populaires de Montréal et de l'Ouest-du-Québec (FMO), Bruno Morin. Les pylônes d'Hydro croulaient alors à un, sous 65 millimètres de verglas, et le manque de courant, dévastateur en Montérégie et sur la Rive-Sud, menaçait le centre-ville de Montréal.

M. Morin en tire d'ailleurs une leçon. «Nous nous sommes très bien tirés d'affaire. Lorsque tout s'est mis en branle, nous avons réagi avec efficacité. Mais si j'ai un constat à faire, c'est que nous avons eu tendance, au début de cette tempête, à sous-estimer la durée et l'ampleur de la crise. Il s'est écoulé quelques jours avant que l'on se place en mode d'urgence. La fin de semaine est venue et nous avons eu de la difficulté à rejoindre tout notre monde. Je ne le souhaite pas, mais si une telle situation se représente, nous allons agir plus rapidement et sonner l'alarme dès le début, même si le pire ne survient pas. Dans le cas qui nous préoccupe ici, nous aurions dû agir et mettre tout le monde sur un pied d'alerte dès la première journée, soit mardi soir.»

Cette situation s'est répétée au sein des institutions financières, même si le mode d'opération de trois d'entre elles seulement est présenté ici. «Nous avons une procédure détaillée et un comité d'intervention d'urgence qui se déclenche dès qu'un événement survient. Le tout s'est mis en branle très rapidement, dès la semaine du 5 janvier», a souligné Monique F. Leroux, première vice-présidente et directrice générale pour le Québec du Groupe financier Banque Royale. Cette institution a d'ailleurs été la première à annoncer une série de fermetures. C'était le 9 janvier. «Compte tenu de ce qu'un nombre important de nos employés se retrouvaient en situation difficile, il nous fallait agir vite. Il est vrai que nous avons vécu les inondations au Saguenay, mais je dois dire que c'est la première fois que notre plan [de contingence] est ainsi enclenché, eu égard au nombre important de nos clients et de nos employés touchés.» Au plus fort de la crise, plus de 60 succursales et une centaine de guichets automatiques de la Banque Royale ne pouvaient fonctionner. Et 2000 des 6500 employés servant directement la clientèle de la Royale au Québec subissaient personnellement les contre-coups de cette tempête.

Tout un accueil

Tout un accueil, donc, pour Monique Leroux, qui n'occupe les plus hautes fonctions de la Banque Royale au Québec que depuis six mois. «Il y a deux dimensions à cette crise. Il y a nos clients, mais il y a aussi nos employés», a rappelé Mme Leroux, qui est demeurée au Québec pour

prendre la tête de cette opération à deux volets alors qu'elle était attendue sous le soleil des Tropiques.

Dès la fin de semaine du 10 janvier, toutes les mesures d'urgence visant le maintien des opérations administratives dites de «back office» — ce qui regroupe l'infrastructure informatique ou encore les systèmes de traitement des dépôts ou des salaires — étaient en opération à la Royale. Les choses commençaient à se mettre en place rapidement. «L'heure n'est pas encore au bilan. Mais nous nous sommes vite rendus compte, au début, qu'il fallait être très vite à repérer nos gens.» À repérer, dans un premier temps, ceux et celles appelés à composer le comité d'intervention d'urgence. «C'était la fin de semaine, et beaucoup de ces gens s'étaient déplacés, alors que les moyens de communications n'étaient pas toujours efficaces.»

De la théorie à la pratique

Les institutions financières ont donc été appelées à passer de la théorie à la pratique, à mettre en branle leur plan de crise pour la première fois, à dépoussiérer les livres de procédures. À la Banque Nationale, le quartier général, établi dans un édifice montréalais extérieur au siège social, abritait les 12 membres responsables de l'application du plan de relève dès le 8 janvier. L'endroit est équipé de génératrices et du système de télécommunications approprié. Ces 12 personnes, regroupant les six unités qualifiées de critiques (administration, sécurité, ressources humaines, relations publiques, soutien technique et construction), avaient pour mission d'agir en soutien au réseau. «Dès jeudi [8 janvier], nous avons réussi à fermer le réseau de façon sécuritaire. Il était réactivé dès le lendemain», a souligné Jocelin Dumas, porte-parole de la Banque Nationale. Au plus fort de la tempête, 92 des 477 succursales de la Nationale — et plus de 240 des 743 guichets automatiques — étaient fermées. «Chacune de nos unités dites critiques a un plan de relève. Ce plan consigne les ressources matérielles nécessaires, mais également le personnel requis pour mener à bien les opérations. Il nous fallait conjurer avec des personnes qui, très souvent, étaient elles-mêmes des sinistrées», a rappelé M. Dumas.

Au Mouvement Desjardins, ce plan de contingence est fonction de l'autonomie de chaque fédération. La Confédération a pour fonction d'assurer la fonctionnalité du système informatique et de télécommunications. «Nous n'avons jamais eu de défaillance à ce chapitre», a précisé le porte-parole du Mouvement, André Chapleau, qui souligne que Desjardins, par l'étendue de son réseau, exploite le plus important réseau privé de télécommunications au Canada. «Qu'il y ait l'explosion d'une bombe ou l'écrasement d'un avion sur le Complexe Desjardins, nous pouvons nous en remettre rapidement à l'infrastructure d'un centre de relève situé ailleurs à Montréal. Et nous disposons d'une entente particulière avec IBM, qui s'est engagée à nous fournir, au besoin, un gros ordinateur dans les 24 heures suivant la demande; en nolisant un avion pour ce faire, s'il le faut.»

En plus de ce rôle de soutien, la Confédération a été appelée à la rescousse de la Fédération du Richelieu-Yamaska, dont le siège social est situé à Saint-Hyacinthe, dans ce triangle de glace. «Nous avons mis sur pied une caisse virtuelle. Les caisses sinistrées enregistraient les transactions manuel-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La rue Saint-Jacques au lendemain de la tempête.

lement et le tout nous était acheminé pour inscription dans le système», a illustré M. Chapleau.

«Notre centrale se devait de demeurer fonctionnelle. Notre centre d'aiguillage de la clientèle aussi», a ajouté Bruno Morin. «C'est le rôle de la Confédération. Celui de la Fédération est d'organiser la présence sur le terrain et le soutien aux caisses.» Le comité de crise de la FMO est composé d'une trentaine de personnes. Ce «war room» met un accent particulier sur la sécurité, la sécurité du numéraire mais aussi la sécurité du public. «Notre structure chez Desjardins fait en sorte que chaque caisse est autonome. Les initiatives locales se sont multipliées et il devient ainsi plus facile de se restructurer.» En matière de services, le rôle premier de la FMO a été d'acheminer les liquidités, de restructurer rapidement les points de service et d'adopter les produits financiers ou les assouplissements requis afin de répondre à la situation particulièrement difficile des clients sinistrés. Après des employés sinistrés, l'intervention a consisté à offrir des services de garderie et d'hébergement et de constituer des équipes de suppléance, composées de personnel recruté auprès d'autres fédérations au besoin.

Initiatives locales

L'opération «rétablissement du réseau» a également vibré au rythme des initiatives locales à la Banque Nationale. Entente avec un marchand de Granby de manière à obtenir deux points de service additionnels dans cette région, ou avec les Proviso exploitant sous génératrice pour greffer 35 points de service supplémentaires, et déploiement de quatre unités mobiles selon les besoins et les circonstances... «On a travaillé à circonscrire toute situation nous empêchant de fonctionner, dans l'esprit de rétablir rapidement le service tout en maintenant des fonctions aussi critiques que le service de paie pour les clients ou celui de la trésorerie de Lévesque, Beaubien, Geofrion», a ajouté Jocelin Dumas.

À la Royale, le plan de contingence s'est articulé autour de cinq grands

priorités. L'accessibilité du réseau, le maintien des opérations de «back office», la mise en place de politiques adoucissantes pour les clients, l'aide aux employés et le repérage sur place, les visites sur le terrain. L'équipe de crise, composée des vice-présidents des principaux secteurs d'activité et des principaux services au Québec, se réunissait deux fois par jour. On multipliait également les réunions au sein de l'Association des banquiers canadiens afin d'offrir, au besoin, des services communs. «Nous avons accru la capacité de nos centres d'appel et travaillé à rouvrir nos succursales et nos points de service avec l'aide de génératrices et d'unités mobiles. Nous avions sept unités mobiles dans la zone la plus sinistrée, qui servaient au service à la clientèle mais également à réconforter nos employés. Ces unités mobiles pouvaient également servir café et soupe à nos clients sinistrés», a fait remarquer Monique Leroux.

Ce que la première vice-présidente et directrice générale pour le Québec du Groupe financier Banque Royale retient de ces deux semaines, ce sont le dévouement, la disponibilité, la capacité à réagir, la débrouillardise et la solidarité des 8000 employés de l'institution au Québec. Des employés qui, pour les sinistrés d'entre eux, ont eu droit à des services de garderie et d'hébergement, la Royale réservant des chambres-appartements et assurant à la fois le transport au lieu de travail et la surveillance de leur maison laissée vacante, dans le respect de leur choix individuel. Le tout est complété par des sessions d'aide psychologique. «Nous avons encore environ 150 employés que l'on peut qualifier de sinistrés», a-t-elle ajouté.

Une vaste mobilisation, donc. Aujourd'hui, toutes les succursales de la Banque-Royale sont opérationnelles, dont sept fonctionnant avec l'aide d'une génératrice et l'appui des unités mobiles. Sur 780 guichets, une dizaine n'étaient toujours pas en fonction. Chez Desjardins, on dénombre toujours 82 caisses et 94 guichets non alimentés par l'électricité. À la Nationale, 11 succursales et 32 guichets automatiques demeurent privés de courant.

Ne manquez pas notre

DOSSIER

publié le 31 janvier 1998

Tombée publicitaire: le vendredi 23 janvier 1998

La Banque mondiale se fait optimiste au sujet de l'Asie

Wolfensohn espère que la crise est achevée

AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — Le président de la Banque mondiale James Wolfensohn a exprimé hier à Paris l'espoir que la crise financière en Asie était achevée. «On ne peut pas prédire l'avenir, mais j'ai fortement confiance que tout ce qui peut être fait a été fait», a déclaré M. Wolfensohn lors d'une conférence de presse.

Le président de la Banque mondiale a indiqué qu'il allait effectuer très prochainement une tournée en Thaïlande, en Indonésie, en Corée du Sud, à Singapour et aux Philippines, ajoutant qu'il entendait rencontrer «tout le monde», notamment les responsables gouvernementaux.

M. Wolfensohn s'est aussi félicité du rôle joué par le Fonds monétaire international: «Le FMI a fait du très bon travail dans une situation difficile», a-t-il estimé. Il a souligné qu'à présent, la Banque mondiale devait prendre le relais en matière sociale parce que la crise a provoqué un fort appauvrissement dans ces pays. La Banque mondiale conseillera aussi ces pays en matière de restructuration des systèmes bancaires.

Il s'est déclaré confiant dans l'accueil favorable qui lui serait réservé par les gouvernements. «Je pense que ce qui est important maintenant, c'est que tout le monde doit travailler ensemble à la solution» de la crise.

M. Wolfensohn a notamment indiqué qu'il discuterait avec le gouvernement sud-coréen de la question de la conversion de la dette privée en obligations d'Etat.

Interrogé sur le risque de contagion de la crise aux banques européennes, M. Wolfensohn s'est refusé à en mesurer l'impact.

Mais «tout le monde doit maintenant discuter pour s'assurer que le système est régulé».

Le président de la Banque mondiale a notamment souligné qu'il fallait étudier la recapitalisation des sociétés et des banques touchées par la crise.

«Il faudrait être particulièrement méfiant pour tirer un trait sur l'Asie dans les dix prochaines années, et moi, je ne le ferais certainement pas», a par ailleurs déclaré M. Wolfensohn, qui était de passage à Paris pour le lancement du Fonds technologique pour la paix, destiné à soutenir le secteur privé à Gaza et en Cisjordanie.

• ÉCONOMIE •

Les fonds de travailleurs veulent redorer leur blason

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

Cinq fonds de travailleurs canadiens, dont le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ), viennent de former une association afin de redorer leur blason auprès des autorités fédérales.

La création de l'Alliance des fonds d'investissement des travailleurs, qui regroupe, outre le Fonds de solidarité, le Working Opportunity Fund, de Colombie-Britannique, le Crocus Investment Fund, du Manitoba, le Premier Fonds d'investissement des travailleurs de l'Ontario et le Fonds d'investissement des travailleurs du Nouveau-Brunswick, survient au moment où certains fonds de travailleurs s'attirent une mauvaise presse.

C'est le cas du Working Ventures Canadian Funds, qui fait présentement face à des pénalités fiscales de 30 millions pour n'avoir pas fait les investissements de capital de risque exigés par la réglementation de l'Ontario. Selon The Globe and Mail, le Working Ventures Canadian Funds, fondé par la Canadian Federation of Labour, a déjà dû payer dix millions en pénalité au gouvernement fédéral. Gérant un actif de 820 millions, ce fonds ontarien est le deuxième en importance derrière le Fonds de solidarité, dont l'actif dépasse les 2,2 milliards. Ce fonds ontarien a investi 327 millions dans des PME, et le reste, essentiellement dans des bons du Trésor. Contrairement au fonds québécois qui a dégagé un rendement d'environ 13 % en 1997, le Working Ventures Canadian Funds n'a enregistré qu'un rendement minime de 0,4 %.

«Il y a les vrais et les faux» fonds de travailleurs, a fait observer Jean-Yves Duthel, directeur des communications au Fonds de solidarité. «Nous voulons nous distinguer de ces

fonds qui n'ont pas de mission de création d'emplois. Ces fonds affectent la réputation des autres.»

Au début de décembre, l'Alliance des fonds d'investissement des travailleurs a fait «deux jours de lobby systématique» auprès des députés fédéraux «pour dire à Ottawa de faire la différence».

Plafond à relever

L'Alliance s'est donné comme priorité de convaincre le gouvernement de restaurer le plafond des contributions annuelles à son ancien niveau de 5000 \$ et les crédits d'impôt à 20 % de la part du gouvernement fédéral. En 1996, le ministre des Finances, Paul Martin, avait réduit le crédit d'impôt à 15 % et le plafond à 3500 \$.

M. Duthel a souligné que le Fonds de solidarité avait moins besoin de ce rétablissement que les autres fonds qui forment l'Alliance. L'association, qui représente les deux tiers du capital de risque en provenance des fonds de travailleurs, ou 1,3 milliard, estime que «l'avenir de ces fonds en tant que moteurs de développement économique est sérieusement compromis» et note que «la pénurie de capitaux menace plus particulièrement l'Ontario». Dans l'ensemble, les contributions en provenance des particuliers ont diminué de moitié en 1996, soit de 1,2 milliard à 670 millions. Or, dans ce portrait, le Fonds de solidarité pèse lourd. Si on l'exclut de ce calcul, les quatre fonds canadiens de l'Alliance ont vu les contributions recueillies passer de 822 millions en 1995 à 316 millions en 1996.

Le Fonds de solidarité compte 330 000 actionnaires contre 45 000 pour les quatre autres fonds. En 1997, il a investi 308 millions dans des entreprises sous forme de capital de risque tandis que ses homologues canadiens n'ont consenti que 37,6 millions.

LES DEVISES

Voici la valeur des devises étrangères exprimée en dollars canadiens

Afrique du Sud (rand)	0,3018
Allemagne (mark)	0,7836
Arabie Saoudite (riyal)	0,3989
Australie (dollar)	0,9891
Barbade (dollar)	0,7631
Belgique (franc)	0,03890
Bermudes (dollar)	1,4577
Bresil (real)	1,3236
Caribbes (dollar)	0,5578
Chili (peso)	0,00326
Chine (renminbi)	0,1800
Égypte (livre)	0,4349
Espagne (peseta)	0,00960
États-Unis (dollar)	1,4415
Europe (écu)	1,5942
France (franc)	0,2341
Grèce (drachme)	0,005249
Hong-Kong (dollar)	0,1920
Inde (roupie)	0,000825
Italie (lire)	0,000825
Jamaïque (dollar)	0,0448
Japon (yen)	0,01121
Mexique (peso)	0,1882
Pakistan (roupie)	0,0349
Pays-Bas (florin)	0,7169
Pologne (zloty)	0,4177
Portugal (escudo)	0,007983
République dominicaine (peso)	0,1021
République tchèque (couronne)	0,0416
Royaume-Uni (livre)	2,3453
Russie (rouble)	0,000247
Singapour (dollar)	0,8412
Slovaquie (couronne)	0,0417
Slovénie (tolar)	0,008526
Suède (couronne)	0,1840
Suisse (franc)	0,9891
Taiwan (dollar)	0,0444
Tanzanie (shilling)	0,00247
Thaïlande (baht)	0,0284
Venezuela (bolivar)	0,00292

COUP D'ŒIL

	Volume (000)	Ferme	Var. (\$)	Var. (%)
La Bourse de Montréal				
XXM:Indice du marché	20030	3327,87	+5,69	0,2
XCB:Bancaire	6492	5889,59	-2,88	-0,0
XCO:Hydrocarbures	5731	2486,37	+16,06	0,7
XCM:Minés et métaux	8160	2134,48	-18,59	-0,9
XCF:Produits forestiers	2983	2334,67	+66,33	2,9
XCI:Bien d'Équipement	5971	3329,64	+45,52	1,4
XCU:Services publics	2866	3645,77	-6,15	-0,2

La Bourse de Toronto

TSE 35	25342	350,09	+1,12	0,3
TSE 100	42800	395,35	+1,70	0,4
TSE 200	27237	390,87	+3,50	0,9
TSE 300	70037	6509,45	+33,84	0,5
Institutions financières	7008	7859,80	+34,83	0,4
Mines et métaux	7562	3698,02	-16,00	-0,4
Pétrolières	13937	6221,90	+84,91	1,4
Industrielles	13013	4682,13	+35,57	0,8
Aurifères	10991	6125,29	-105,26	-1,7
Pâtes et papiers	3520	3940,09	+47,77	1,2
Consommation	1619	10461,80	+101,57	1,0
Immobilières	1862	2828,82	+65,71	2,4
Transport	3721	8220,96	-78,21	-0,9
Pipelines	781	7029,57	+35,83	0,5
Services publics	2385	6296,25	-11,12	-0,2
Communications	1593	12977,81	+163,60	1,3
Ventes au détail	1366	5622,84	+37,99	0,7
Sociétés de gestion	673	8811,96	+178,00	2,1

La Bourse de Vancouver

Indice général	25390	594,06	-0,83	-0,1
----------------	-------	--------	-------	------

Le Marché Américain

30 Industrielles	70721	7873,12	+119,57	1,5
20 Transports	9338	3366,52	+76,96	2,3
15 Services publics	10719	265,99	+1,41	0,5
65 Dow Jones Composé	90778	2617,09	+41,99	1,6
Composite NYSE		511,92	+8,25	1,6
Indice AMEX		673,37	+9,38	1,4
S&P 500		956,04	-7,96	-0,8
NASDAQ		1590,14	+27,26	1,7

Les plus actifs de Toronto

Compagnies	Volume (000)	Haut	Bas	Ferm.	Var. (\$)	Var. (%)
WESTMIN RES LTD	5689	5,35	5,30	5,30	-	-
DYNATEC INC	4690	0,37	0,32	0,37	+0,01	2,8
RANGER OIL LTD	2404	8,45	8,20	8,20	-	-
BARRICK GOLD CP	2351	25,70	24,80	25,30	-1,35	-5,1
PLACER DOME INC	1806	18,15	17,45	17,90	-0,45	-2,5
NOVA CP	1774	14,50	14,15	14,45	+0,30	2,1
NEWPORT PETR CP	1765	5,30	5,10	5,30	+0,15	2,9
CDN IMPERIAL BK	1731	38,50	37,75	38,35	-0,05	-0,1
AIR CANADA	1645	13,80	13,30	13,35	+0,35	2,6
PARAGON PETR CP	1531	3,82	3,75	3,80	-	-

Les plus actifs de Montréal

Compagnies	Volume (000)	Haut	Bas	Ferm.	Var. (\$)	Var. (%)
CAE INC	667	11,55	11,15	11,50	+0,35	3,1
NATL BANK OF CDA	630	22,05	21,80	22,05	+0,05	0,2
TRANSAT AT INC	533	12,25	12,25	12,25	-0,05	-0,4
CDN IMPERIAL BK	421	38,50	37,75	38,40	-	-
SOCIÉTÉ MINE	354	0,21	0,18	0,21	+0,01	5,0
TEMBEC INC A	299	7,25	7,25	7,25	+0,35	5,1
ARMISTICE RES LTD	296	0,24	0,20	0,21	+0,04	16,0
MSV RES INC US UN	296	0,22	0,18	0,20	+0,03	13,0
DOFASCO INC	287	24,25	23,85	24,25	+0,50	2,1
PINNACLE RES LTD	278	15,15	15,00	15,00	-0,50	-3,2

DECISION-PLUS

Salon Épargne-Placements 98

Une révolution dans le domaine de l'analyse boursière. Venez découvrir comment à partir de 15 minutes de travail par jour vous pouvez savoir exactement la direction du marché et des secteurs pour ainsi améliorer dramatiquement votre rendement à la Bourse.

Ne manquez pas le Salon Épargne-Placements 98.

Québec: du 22 au 25 janvier
Centre des Congrès de Québec

Montréal: du 30 janvier au 2 février
Place Bonaventure

Le Devoir

Suivez leur remontée tous les samedis dans

LE DEVOIR

MONTRÉAL

XXM	3327,87	+5,69	
-----	---------	-------	--

Ces titres, transigés hier, sont présentés en ordre alphabétique et leur valeur est exprimée en dollars canadiens. Les lettres a à b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote, j= compagnie junior à la Bourse de Montréal; f= action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne; p ou ac= actions assujetties à des règlements spéciaux; pr= actions privilégiées; r= actions privilégiées dont le dernier dividende n'a pas encore été versé; lv= unité de capital-action; w= dividende variable; wt ou w= bon de souscription (warrant); z= lot brisé.

Titre	52 dern. sem.	Haut	Bas	Ventes C/B	Haut	Bas	Cdt.	Var.	Cher M	Cher S
A										57.000
ABL Can.	1.800	0,850	7000	1	1.350	1.300	1.350	+0,050	106 Cabi	13.500
Air Res.	8.600	3,100	2000	16	3.200	3.200	3.200		Cherone	41.250
Alcan	28.700	16,400	67961	18.200	18.000	18.100	+0,100		Cherone	41.250
Alcan	14.350	3,500	43745	7450	7150	7400	+0,200		Cherone	2.400
Agnico E.	20.200	6,250	5970	8650	8500	8550	+0,150		Cherone	2.400
Agnico E.	1.750	0,500	49536	9	1.190	1.190	+0,090		Cherone	2.400
Alcan	15.400	6,550	192233	9	13.800	13.500	13.350	-0,350	Cherone	0,770
Alcan	14.400	6,250	18600	6	12.550	12.300	12.300	-0,150	Cherone	2.400
Alcan	38.500	28,850	4180	12	27.850	27.700	27.800	+0,100	Cherone	2.400
Alcan	55.500	38,250	31240	17	40.200	39,950	39,950	-0,300	Cherone	2.400
Alcan	3.850	1,000	7500	1.250	1.150	1.250	+0,100		Cherone	12.500
Alcan	0,980	0,450	91200	6	0,680	0,650	0,650	-0,030	Cherone	0,800
B										30.000
Alcan	14.300	6,000	700	13	12.500	12.500	12.500		Cherone	2.400
Alcan	19.000	11,500	1500	17	17.000	16.500	17.000	+0,500	Cherone	4.850
Alcan	18.900	11,200	200	9	17.200	17.200	17.200	+0,400	Cherone	2.400
Alcan	26.000	21,500	500	37	23.250	23.250	23.250	+0,400	Cherone	2.400
Alcan	17.400	0,400	5500	0,410	0,400	0,410	+0,005		Cherone	2.400
Alcan	1.100	0,300	8500	1,060	1,000	1,050	+0,050		Cherone	1.600
Alcan	2.690	0,900	2513	0,370	0,360	0,370	-0,030		Cherone	1.600
Alcan	0,650	0,350	1000	0,410	0,410	0,410	-0,040		Cherone	1.600
Alcan	1,650	0,850	900	12	1,650	1,550	1,550	+0,150	Cherone	31.750
Alcan	0,510	0,150	6900	0,410	0,410	0,410	-0,020		Cherone	2.400
Alcan	0,940	0,170	296500	0,240	0,205	0,210	-0,040		Cherone	13.500
Alcan	30.000	5,000	232	24	26.500	26,500	26,500	+0,250	Cherone	2.400
Alcan	30.000	1,350	36412	5,300	4,950	5,000	-0,600		Cherone	34.600
Alcan	35.000	22,750	4252	13	34.500	34.000	34.500	+0,500	Cherone	34.600
Alcan	14.600	24,100	500	13	34.000	34.000	34.000	-0,500	Cherone	34.600
Alcan	14.900	0,080	31000	0,150	0,150	0,150	+0,030		Cherone	34.600
Alcan	5,150	2,500	2000	22	3,580	3,580	3,580	+0,230	Cherone	4.500
Alcan	29.500	19,150	4000	21	27,800	27,800	27,800	-0,450	Cherone	4.500
Alcan	2.000	0,400	500	0,750	0,750	0,750	+0,050		Cherone	4.500
Alcan	15.500	10,250	4847	12,750	12,400	12,750	+0,350		Cherone	4.500
Alcan	1,850	0,200	90000	0,450	0,250	0,450	-0,450		Cherone	4.500
Alcan	47.000	27,000	6360	16	27,800	27,800	27,800	-0,450	Cherone	4.500
Alcan	47.000	27,000	22873	21	46,100	45,600	45,700	-0,450	Cherone	4.500
Alcan	49.250	30,770	137078	22	47,750	47,250	47,350	-0,200	Cherone	4.500
Alcan	51.500	34,500	655	46	35,900	35,750	35,750	-0,150	Cherone	4.500
Alcan	16.150	10,250	12400	13	11,000	11,000	11,000	-0,800	Cherone	4.500
Alcan	1.220	0,180	3200	14	11,700	11,700	11,700	-0,250	Cherone	4.500
Alcan	16.500	7,300	100	12	16,250	16,250	16,250	-0,150	Cherone	4.500

ÉCONOMIE

Volte-face de Robert Obadia

La Couronne en appellera de la sentence réduite

GÉRARD BÉRUBÉ
LE DEVOIR

Alors que l'on croyait tout réglé, l'affaire Obadia risque de repartir de plus belle devant la Cour criminelle. C'est qu'un dérapage de dernière minute est survenu, les parties ne s'entendant pas sur les conditions rattachées à l'obtention d'une sentence adoucie rendue le 9 janvier par la Cour criminelle. Selon le procureur de la Couronne, Patrick Jetté, cette sentence rendue sur des accusations réduites est conditionnelle à un règlement du dossier au civil. Or, selon Robert Obadia, son plaidoyer de culpabilité était tributaire d'une dissociation des deux dossiers.

Jean-Philippe Gervais, procureur du syndic Sam Lévy, lui-même responsable du dossier de la faillite personnelle de M. Obadia, faisait état, lundi, de sa surprise de voir ainsi Robert Obadia retirer son concordat une semaine après le règlement du volet criminel de ce dossier. «C'est assez singulier comme geste», avait-il lancé. Le Devoir avait préféré attendre de pouvoir parler à M. Obadia avant de publier l'information.

Pas d'explication

C'est hier que Robert Obadia, qui se trouve momentanément à l'extérieur du pays, a retourné l'appel fait par Le Devoir. Il a soutenu qu'il ne pouvait s'expliquer les événements des derniers jours. «Je suis profondément bouleversé que Me Jetté puisse penser, aujourd'hui, qu'il aurait été floué, berné, que des choses pareilles aient pu se produire. C'était été stupide de ma part de jouer au plus fin avec la Couronne. C'était été aberrant! Me Jetté a toujours été de bonne foi. Je ne l'ai pas trompé. Il y a malentendu!»

Après une série de remises, M. Obadia s'est présenté en cour le 9 janvier dernier. Il en est ressorti avec une condamnation de 41 000 \$ en réponse à un plaidoyer de culpabilité à 8 des 19 (depuis ramenés à 13) chefs d'accusation pesant contre lui. En plus de ces adoucissements, la Couronne acceptait également de retirer les accusations qui pesaient contre l'épouse et le fils du fondateur du défunt Nationair. «Je me suis présenté devant le tribunal, fatigué de toutes ces procédures, las de plus de deux ans de négociations au civil et de plus d'un an au criminel. Nous avions pris la décision de ne pas régler, de laisser faire la justice, mais arrivés si près du but, on nous a invités à poursuivre dans la recherche d'un règlement. Nous sommes finalement convenus qu'on serait prêts à accepter certaines accusations à la condition que le dossier du criminel soit dissocié d'un règlement au civil. Après avoir rencontré Me Jetté, mes avocats m'ont dit que le procureur de la Couronne avait accepté de dissocier les deux dossiers. J'ai alors plaidé coupable à certains chefs d'accusation. J'ai achevé la paix», a soutenu M. Obadia.

Patrick Jetté n'épouse pas ce scénario. «Pour moi, il est très clair qu'on ne pouvait dissocier les deux, qu'un règlement tel que convenu au criminel pou-

vait survenir sans qu'il y ait un règlement préalable au civil. Quelle sentence avons-nous s'il n'y a pas d'indemnisation des victimes?» Patrick Jetté, procureur de la Couronne dans le dossier criminel de la faillite personnelle présumée frauduleuse de Robert Obadia, ne cachait pas son exaspération hier. Après avoir parlé, hier, aux avocats des différentes parties, «il semble y avoir des perceptions différentes. Mais il est clair que sans un règlement au civil, jamais je n'aurais réglé au criminel. Pour nous, c'est l'intérêt public qui prime. Nous voulons que les victimes soient indemnisées. Or, après avoir obtenu un plaidoyer de culpabilité [à des accusations réduites] qui s'appuyait sur la base qu'il y aurait entente au civil, voilà qu'une semaine plus tard on m'avise que M. Obadia a retiré sa proposition de règlement. Ça devient une moquerie! L'intérêt public est bafoué».

La Couronne n'attendra plus

Tout en invitant les parties à se rassembler au plus vite afin d'accoucher d'un règlement dans les meilleurs délais, le procureur de la Couronne n'attendra pas la fin des discussions. «Je n'attendrai plus. Je vais en appel de la sentence, pour que tout le dossier revienne dans son état original.» Cela veut dire que la sentence ne tiendra plus, que les chefs d'accusation — sauf quelques-uns, faute de preuves — seront rétablis et que les noms de l'épouse et du fils de M. Obadia seront réinscrits dans la liste des intimes.

Selon les derniers chiffres obtenus par Le Devoir en décembre dernier, M. Obadia aurait offert, en règlement de sa faillite personnelle, 800 000 \$ à ses créanciers privilégiés, soit 400 000 \$ à Revenu Québec et 400 000 \$ à ses ex-travailleurs, qui pourraient également recevoir 1,3 million de la faillite de Nationair. À titre d'administrateur du défunt transporteur, M. Obadia serait responsable envers ses ex-employés d'une créance évaluée à quelque 425 000 \$ selon l'évaluation du syndic Richter et associés, responsable du dossier de la faillite de Nationair. «Or, aujourd'hui, tout est remis en question», a renchéri M. Obadia, qui n'a pas voulu commenter ces données. «Nous nous sommes entendus, avec la partie adverse, sur certains chiffres, mais nous n'avons eu aucune nouvelle d'eux depuis. Ils pensaient que le chantage au criminel permettrait de régler le dossier au civil. Et ils ont tiré trop fort. Nous avons décidé de procéder devant les tribunaux dans ce dossier. Mes avocats ont avisé le syndic [Sam Lévy] qu'on voudrait procéder devant les tribunaux.»

«C'est de cela que mes avocats ont discuté avec Me Jetté. Et c'est ce qui sous-tend cette entente, qui a conduit à un plaidoyer de culpabilité si le volet criminel était dissocié du dossier au civil. Je ne sais pas dans quels termes mes avocats ont discuté avec Me Jetté. J'étais assis à l'autre bout de la table, au Palais de justice. Mes avocats m'ont dit que Me Jetté avait accepté de dissocier les deux éléments», a soutenu M. Obadia.

EN BREF

Départ de KLM

(Le Devoir) — Les lignes aériennes néerlandaises KLM ont annoncé hier qu'elles vont transférer leurs centres de réservation de Montréal et d'Elmsford, à New York, au centre de réservations de l'Alliance KLM Northwest à Minneapolis. À Montréal, cette décision entraînera l'abolition de 77 postes dont 54 au service des réservations. Cette décision a été prise à cause de «la compétition intense qui prévaut dans le marché mondial de l'aviation commerciale», a souligné KLM. Le transporteur, qui a déjà transféré ses services administratifs canadiens de Montréal à Toronto, continuera d'offrir sept vols hebdomadaires à l'aéroport Dorval ainsi que son service de navette en autobus pour les passagers de Québec et d'Ottawa. KLM continuera également à offrir sept vols hebdomadaires à partir de Toronto et de Vancouver.

Hausse de 6,1 % chez Vidéotron

(Le Devoir) — Les produits d'exploitation consolidés du Groupe Vidéotron, pour le premier trimestre terminé le 30 novembre 1997, ont augmenté de 6,1 % pour atteindre 253,2 millions, en comparaison de 238,7 millions pour la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice d'exploitation avant amortissement s'est accru de 20,5 millions, ou de 31,7 %, pour se chiffrer à 85,2 millions. Sur une base *pro forma*, c'est-à-dire en excluant les résultats du Royaume-Uni et en incluant les résultats de CF Cable TV, les produits d'exploitation du premier trimestre ont affiché une amélioration de 12,6 % par rapport au trimestre de l'an dernier, et le bénéfice d'exploitation avant amortissement a connu une amélioration de 20,1 %. La perte nette pour le premier trimestre s'est établie à 5,3 millions, ou

5 ¢ par action, contre une perte de 10,4 millions, ou 11 ¢ par action.

Pétro-Canada: meilleurs résultats

(Le Devoir) — Pétro-Canada a réalisé en 1997 les meilleurs résultats financiers de son histoire. La pétrolière a enregistré un bénéfice net non vérifié de 306 millions de dollars (1,13 \$ par action) grâce au bon rendement des secteurs d'amont et d'aval, a souligné hier l'entreprise. C'est une augmentation de 59 millions (24 %) par rapport à 1996. Le bénéfice d'exploitation s'est quant à lui établi à 314 millions (1,16 \$ par action), comparativement à 247 millions (0,94 \$ par action) en 1996. Enfin, les revenus nets sont passés à 1,26 milliard (soit 4,66 \$ par action), en hausse par rapport aux 863 millions (soit 3,29 \$ par action) réalisés un an auparavant.

La BN en Asie

(Le Devoir) — Après la Banque Toronto-Dominion, qui a fait état de 915 millions consentis dans les économies tourmentées d'Asie, ce fut le tour hier de la Banque Nationale de préciser son exposition. Ainsi, la Nationale a fait savoir que le total de ses engagements financiers dans les cinq pays suivants, Thaïlande, Corée, Philippines, Indonésie et Malaisie, s'élève à 80 millions \$ US. La Banque Nationale a consenti des prêts essentiellement à court terme à des sociétés commerciales de la Thaïlande pour une somme de 7 millions \$ US et de 73 millions \$ US en Corée, principalement à de grands conglomérats industriels. «Pour le moment, la Banque Nationale n'envisage pas encourir de pertes sur ces prêts qui représentent une portion infime de son actif total», a-t-elle mentionné.

Victimes du verglas

Desjardins aidera les entreprises

CLAUDE TURCOTTE
LE DEVOIR

Le Mouvement Desjardins, qui annonçait vendredi un prêt spécial pour ses membres sinistrés, revient maintenant avec un prêt aux entreprises, aux entrepreneurs autonomes et aux producteurs agricoles des zones frappées par le verglas.

Ce programme en vigueur depuis hier vise à combler des besoins immédiats en liquidités. Le prêt est offert au taux préférentiel de la Caisse centrale Desjardins, lequel est actuellement de 6 %. Le prêt, dont le montant peut atteindre un douzième du chiffre d'affaires de la dernière année jusqu'à un maximum de 10 000 \$, est remboursable au 30 avril prochain. Par ailleurs, les caisses populaires permettront pour un prêt à terme de reporter à l'échéance les paiements prévus pour les deux prochains mois ou alors de les rééchelonner sur les mois à venir.

Chez Desjardins, on n'avait pas idée hier du nombre d'entrepreneurs et de producteurs qui feront appel à ce programme. Il faudra sans doute un certain nombre de jours pour qu'on puisse évaluer la réaction à cette offre. Vendredi dernier, Desjardins proposait à ses membres sinistrés un prêt sans intérêt jusqu'à un maximum de 2000 \$ et remboursable au 1er avril prochain. Il n'y a pas à ce jour de demande suffisante qui permette d'entrevoir une tendance.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Les producteurs agricoles, dont certains ont dû recourir à des tracteurs pour générer du courant, sont au nombre des cibles du programme d'aide de Desjardins.

Par ailleurs, les Services de paie Desjardins mentionnent avoir pris tous les moyens nécessaires pour assurer le dépôt de la paie aux 6000 personnes travaillant pour quelque 400 entreprises clientes touchées par le verglas. Des arrangements ont été pris avec les caisses et les fédérations pour faciliter la production des paies, tout en minimisant les risques financiers pour les employeurs et l'institution financière.

Hier également, la Corporation de développement économique et industriel (CDEI) de la région de Saint-Hyacinthe annonçait la mise sur pied d'un centre de relance économique pour les entreprises commerciales et industrielles de la MRC Les Maskoutains. La CDEI a déjà effectué une cueillette d'information auprès d'institutions financières et d'organismes gouvernementaux. Dans ses locaux, on trouve un consultant en polices

d'assurances, des services téléphoniques et de télécopieur, en somme un pied-à-terre fonctionnel.

En ce qui concerne les producteurs agricoles, le Dr Alain Alain, directeur de l'épidémiologie à la Direction générale de la qualité des aliments et de la santé animale à Québec, faisait savoir pour sa part que le nombre de pertes de vie en conséquence de la tempête de verglas chez les porcs et la volaille représentait environ 0,5 % de tout le cheptel québécois. On parle d'environ 5000 porcs et de 125 000 volailles dans une quinzaine de fermes. On n'a constaté aucune mortalité chez les vaches et un seul cas d'entreprise piscicole où des poissons auraient péri par suite du manque d'oxygène.

Ces pertes de vie sont comparables à ce qui arrive assez fréquemment sur les fermes, par exemple en été dans les périodes de forte chaleur, alors qu'il arrive que des génératrices tombent en panne, ce qui entraîne la mort de volailles ou de porcs par suite d'un manque de ventilation.

M. Alain rappelle aux producteurs l'importance de disposer sans délai des carcasses d'animaux de la façon habituelle, c'est-à-dire en faisant appel aux services des récupérateurs d'animaux morts. Ces entreprises font bouillir sous pression ces carcasses pour en faire une farine de viande qui est par la suite ajoutée aux aliments préparés pour les porcs et les volailles.

La CIBC crée pour ses clients un fonds de secours de 50 millions

LE DEVOIR

La Banque CIBC a annoncé hier la création d'un fonds de secours de 50 millions pour ses clients qui font face à des difficultés financières à la suite de la tempête de verglas. Ce fonds s'adresse à la fois aux particuliers et aux entreprises, et s'ajoute aux mesures d'assouplissement de l'institution.

Le président de la banque pour les particuliers et les entreprises, Holger Kluge, confirme que le fonds de secours de 50 millions a été constitué afin de soutenir les clients PME et agriculteurs durement éprouvés lors

du sinistre. Il a de plus indiqué que les particuliers, clients de la banque, pourront également bénéficier d'une aide financière.

Les PME et agriculteurs, clients de la banque, éprouvant des difficultés financières en raison de la tempête et qui répondent aux normes de crédit minimales peuvent demander des marges de crédit jusqu'à concurrence de 50 000 \$. Ces marges de crédit sont exemptes d'intérêt durant les trois premiers mois et l'intérêt des trois mois suivants sera calculé au taux de base. «Aucun versement de capital ni de frais supplémentaires ne sera exigible pendant ces six pre-

miers mois. Après cette période, les marges de crédit seront converties en prêts auxquels sera appliqué un taux privilégié.»

Marge de crédit aux particuliers

Quant aux particuliers, clients de la CIBC, ils pourront bénéficier d'une marge de crédit allant jusqu'à 10 000 \$ pour couvrir les frais découlant de la tempête. Cette marge de crédit sera aussi sans intérêt durant les trois premiers mois et l'intérêt des trois mois suivants sera calculé au taux de base. «Aucun versement de capital ne sera exigible pendant ces

six mois. Ensuite, cette marge de crédit sera convertie en prêt auquel sera appliqué un taux privilégié. Les employés de la Banque CIBC touchés par la tempête pourront également obtenir une marge de crédit allant jusqu'à 10 000 \$ aux mêmes conditions», a ajouté l'institution.

La CIBC a rappelé que dans le cas des clients hypothécaires, elle avait déjà annoncé des mesures d'assouplissement. Quant aux détenteurs de la carte CIBC Visa, elle offre un délai supplémentaire de cinq jours s'ajoutant à la période de base de 21 jours sans intérêt et diminue les paiements minimums requis.

POUR VOS REÉR

ENFILEZ LA COMBINAISON GAGNANTE!

MILLÉRIA III

FONDS POUR UNE ÈRE NOUVELLE

Indices Plus

stratégique

Assurance vie

Desjardins-Laurentienne

SERVICES FINANCIERS

Indices Plus

stratégique

SERVICES FINANCIERS

LA LAURENTIENNE

ÉVOLU RENTE

ÉVOLU RENTE

PERFORMANTE ET SÉCURITAIRE

Indices Plus Une combinaison gagnante unique sur le marché grâce à la sélection rigoureuse de

Pays	Indices boursiers	Obligations	Devises
Allemagne	DAX 30	•	•
Australie	ASX	•	•
Canada	TSX 300	•	•
États-Unis	S&P 500	•	•
France	CAC 40	•	•
Japon	TOPIX	•	•
Pays-Bas	EEX	•	•
Royaume-Uni	FT-100	•	•
Suisse	SMI	•	•

* Émission limitée.

24 titres internationaux, soit 8 indices boursiers, 7 obligations et 9 devises.
• Termes : 5 1/2 et 8 1/2 ans
• Dépôt minimum : 500 \$
• Capital garanti
• Rendement minimum garanti
• Insaisissable

Une famille de fonds distincts qui offre plus.

Croissance : Le potentiel de croissance des marchés des obligations et des actions canadiennes, américaines et internationales. **Sécurité :** La garantie du capital à l'échéance du contrat (10 ans) ou au décès. **Diversification :** Placements répartis dans un vaste portefeuille de titres.

• Admissibles aux REER, FERR, CRI et FRV
• Insaisissables

Les Fonds Milléria III sont établis par L'Impériale, compagnie d'assurance-vie.

Pour obtenir plus de renseignements sur ces produits ou pour en faire l'acquisition,

communiquez avec votre agent(e) de l'Assurance vie Desjardins-Laurentienne, Services financiers ou Services financiers La Laurentienne ou composez directement le:

1 888 321-3334
www.avdl.com



Assurance vie
Desjardins-Laurentienne

• ÉCONOMIE •

EN BREF

Corel: pertes de 67 millions

(PC) — Le fabricant de logiciels Corel a rapporté hier des pertes de 67 millions \$ US au cours de son quatrième trimestre, ce qui porte ses pertes de l'année à 231,8 millions \$ US. Les actions de Corel ont chuté de 5 ¢ pour clôturer à 2,60 \$ à la Bourse de Toronto. La valeur se négocie maintenant au quart environ de son sommet des 52 dernières semaines, soit 9,90 \$.

3,17 millions pour Cleghorn

(Le Devoir) — La rémunération du président du conseil de la Banque Royale, John Cleghorn, a atteint 3,17 millions l'an dernier, peut-on lire dans la circulaire remise aux actionnaires par la plus grande banque au pays. Il ne s'agit toutefois pas du salaire le plus élevé. Le président du conseil de RBC Dominion Securities, filiale de courtage de la Banque Royale, a atteint les 6,3 millions, une rémunération composée essentiellement d'un boni à la performance. Chez les autres banques, le président du conseil de la Banque de Montréal, Matthew Barrett, a reçu une rémunération totale de 4,2 millions en 1997. À la Banque Scotia, Peter Godsoe a reçu 3,4 millions, et Charles Baillie, de la T-D, 2,7 millions. Les plus forts émoluments versés à un haut dirigeant d'une institution financière l'an dernier ont toutefois été cette rémunération de 10,3 millions versée à John Hunkin, dirigeant du secteur banque d'investissement à la CIBC.

Adhésion possible au Mercosur

Le président argentin surprend la délégation d'Équipe Canada

PRESSE CANADIENNE

Buenos Aires — Le président argentin Carlos Menem a évoqué hier la possibilité que le Canada puisse adhérer plus tôt que prévu au Mercosur, prenant par surprise les membres de la délégation canadienne.

Une entente formelle sur l'ouverture de négociations directes avec le Mercosur a dû être mise de côté pendant la mission commerciale d'Équipe Canada, devant le différend commercial canado-brésilien au sujet de subventions déloyales dans l'industrie aéronautique.

Le premier ministre Jean Chrétien avait d'ailleurs déclaré plus tôt cette semaine que les pourparlers sur l'entrée du Canada au sein du Mercosur — qui regroupe quatre pays latino-américains, l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay, au sein d'un marché commun de 200 millions de personnes — se poursuivraient à une date ultérieure.

Mais le président Menem a dit hier qu'il espérait que l'adhésion du Canada au Mercosur, et non seulement l'ouverture de négociations officielles, serait chose faite avant la fin de son mandat à la présidence du Mercosur, dans six mois. La présidence est assumée, à tour de rôle, par chacun des pays membres, et le prochain mandat relèvera du Brésil.

«C'est un des objectifs que je me suis fixés. J'espère que lorsque je quitterai la présidence, dans six mois, nous pourrions dire que le Canada est déjà membre du Mercosur au sein d'une zone de libre-échange», a déclaré M. Menem en espagnol, dans un discours d'adieu adressé à M. Chrétien et à la délégation canadienne.

Les fonctionnaires canadiens présents semblaient perplexes et plutôt circonspects quant à la possibilité que les choses débloquent aussi rapidement. Le président Menem n'avait jusqu'à présent fait aucune déclaration semblable, que ce soit en public ou au cours d'entretiens pri-

vés, a indiqué un fonctionnaire. «Ce sera un long et difficile processus», a-t-il dit.

Les échanges se poursuivent

Mais avec ou sans entente, les échanges commerciaux du Canada avec l'Amérique latine se poursuivent.

À ce sujet, la firme SNC-Lavalin, de Montréal, a signé hier une entente d'une valeur de 140 millions pour la construction de 3500 habitations à coût modique à Cordoba, la deuxième ville en importance en Argentine.

La lettre d'entente, qui chiffre la portion canadienne du contrat à 29 millions, est l'une des 75 ententes de principe et contrats signés hier, d'une valeur globale de 143,1 millions.

La firme CAE inc. a signé un contrat de quatre millions pour la fourniture d'un système de transmission d'énergie à haut voltage pour le service d'électricité de Buenos Aires. Selon Robert Waite, vice-président, le contrat permettra de créer au moins 30 emplois à l'usine de CAE Electronique à Montréal et pourrait permettre de conclure des marchés semblables avec d'autres services publics latino-américains.

Par ailleurs, le président de la Caisse de dépôt et placement du Québec, Jean-Claude Scraie, a annoncé l'ouverture d'un bureau d'affaires à Buenos Aires, qui aura pour mission de favoriser les activités commerciales et industrielles des entreprises québécoises en Amérique du Sud et de tisser des liens avec les gestionnaires de fonds et d'autres décideurs d'Amérique latine.

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) a pour sa part conclu des ententes de coopération avec deux centrales syndicales argentines.

La mission commerciale s'est envolée hier après-midi pour Santiago, au Chili, pour la dernière portion de la mission commerciale, d'une durée de 12 jours.

Téléphonie sans fil

Microcell dépasse son objectif de 60 000 abonnés

L'objectif pour la fin de 1998 est de 200 000

ROBERT DUTRISAC
LE DEVOIR

À sa première année d'activités, l'entreprise de téléphonie sans fil Microcell Télécommunications a dépassé son objectif révisé de 60 000 abonnés, récoltant 65 667 clients à son nouveau Service de communication personnelle (SCP), la nouvelle téléphonie numérique sans fil.

Au quatrième trimestre, Microcell a attiré 43 169 nouveaux abonnés nets avec un taux de débranchement de 1,2 %, ce qui se compare à 1 % pour Bell Mobilité et à 1,8 % pour Cantel. Dans son plan d'affaires initial, Microcell s'était fixé comme objectif de compter 32 000 abonnés à la fin de 1997, une prévision qu'elle avait révisée à la hausse l'été dernier.

«Ces résultats sont au delà de toute attente», a commenté, hier, André Tremblay, président et chef de la direction de Microcell. «À la fin de 1998, nous croyons que nous serons à près de 200 000 abonnés», a-t-il indiqué.

M. Tremblay a signalé que le chiffre de 65 000 abonnés avait été atteint malgré que l'appareil, commercialisé sous le nom de Fido, n'était pour l'heure qu'un appareil unimode ne fonctionnant que dans les zones urbaines où le réseau SCP est déployé, ce qui représente une couverture de 40 % de la population. Or,

«d'ici quelques semaines», a-t-il assuré, Microcell offrira un appareil bimode, fonctionnant tant sur le réseau SCP de Microcell que sur le réseau cellulaire analogique de Bell Mobilité, ce qui assurera une couverture aussi étendue que celle des réseaux cellulaires établis.

Dans les territoires qu'elle dessert, Microcell estime qu'elle s'est emparée, au cours du quatrième trimestre, de «plus de 20 %» du marché de la téléphonie sans fil, numérique et analogique confondus.

Pour fins de comparaison, Clearnet, l'autre nouveau venu dans la téléphonie numérique sans fil, aurait recueilli un peu plus de 60 000 abonnés, ce qui s'ajoute à ses 55 000 abonnés de son réseau de radiotéléphonie Mike.

Au quatrième trimestre, Rogers Cantel a accru de 63 000 le nombre de ses abonnés dans l'ensemble du pays, ce qui comprend toutefois des nouveaux abonnés à son service de télé-avertissement et à la téléphonie cellulaire analogique. Bell Mobilité a fait beaucoup mieux. Selon des données préliminaires, la filiale de BCE compte 114 000 abonnés de plus à la téléphonie sans fil analogique et numérique dans son territoire du Québec et de l'Ontario, pour compter 1,255 million d'abonnés à ce service.

• CARRIÈRES ET PROFESSIONS •

APPEL DE CANDIDATURES

Faculté de médecine Doyenne ou doyen

L'Université Laval sollicite des candidatures pour combler la vacance du poste de doyenne ou de doyen de la Faculté de médecine et invite toute personne ou organisme à faire des suggestions sur le profil de la personne recherchée.

Le mandat d'une durée de quatre ans peut, après évaluation et consultation, être renouvelé une fois.

EXIGENCES REQUISES

Conditions minimales

Candidature de l'intérieur

- être professeure ou professeur agrégé ou titulaire¹.

Candidature de l'extérieur

- être titulaire d'un doctorat en médecine, ou d'un Ph.D., ou l'équivalent; OU
- avoir une expérience professionnelle remarquable dans le domaine de la santé et posséder au moins une maîtrise en médecine.

Conditions particulières

- avoir une très bonne connaissance des besoins de la société en matière de formation et de développement de la recherche dans le domaine de la santé;
- avoir une conception claire des objectifs et des rôles présents et futurs de la Faculté de médecine;
- avoir une bonne connaissance de la formation dans le domaine de la santé et démontrer sa capacité et un profond désir d'en promouvoir l'excellence;
- avoir une bonne connaissance de la recherche dans le domaine de la santé, et notamment de la recherche subventionnée, et démontrer sa capacité et un profond désir d'en promouvoir l'excellence;
- démontrer sa capacité à exercer un leadership dans la gestion universitaire;
- avoir la capacité de dégager des consensus autour d'objectifs clairs, d'engager l'ensemble du personnel de la Faculté dans la poursuite de ses objectifs et d'assurer des tâches de responsabilité exigeant un bon esprit de décision;
- posséder les aptitudes requises pour entretenir des relations harmonieuses avec les collègues, les professeures et les professeurs ainsi que les autres membres du personnel enseignant, le personnel administratif, les associations étudiantes, professionnelles et scientifiques, la direction de l'Université et le réseau de la santé et des services sociaux;
- témoigner d'une bonne capacité d'écoute aux besoins pédagogiques des étudiantes et des étudiants;
- être apte à promouvoir sur les scènes québécoise, canadienne et internationale les forces et les réalisations de la Faculté de médecine;
- posséder une bonne maîtrise du français et de l'anglais écrits et parlés.

Le Conseil d'administration doit procéder à la nomination du doyen ou de la doyenne de la Faculté au plus tard à la séance du 20 mai 1998, et la date d'entrée en fonction est fixée au 1^{er} juin 1998.

Les candidatures ainsi que les propositions de candidature et les suggestions sur le profil de la candidate ou du candidat doivent être soumises par écrit et parvenir, au plus tard le 13 février 1998, au bureau du président du Comité:

Monsieur François Tavenas
Recteur
Président du Comité de nomination
Pavillon des sciences de l'éducation
Université Laval
Québec (Québec)
G1K 7P4

¹ Y compris les professeures et professeurs de clinique.

Faculté de médecine

L'Université Laval applique un programme d'accès à l'égalité.



PROFESSEURS RÉGULIERS PSYCHOLOGIE

Suite à une initiative majeure d'expansion visant à offrir un programme de baccalauréat en psychologie, l'Université du Québec à Hull lance un appel de candidatures pour deux (2) postes de professeurs réguliers.

Domaine d'expertise :

- Un poste est offert dans le secteur santé mentale ou enfance-famille.
- Un poste à vocation générale est offert dans le secteur fondements de la psychologie.

Qualifications : Détenir un doctorat en psychologie. Démontrer des aptitudes à la recherche scientifique ou clinique et à l'enseignement universitaire, incluant l'encadrement d'étudiants des cycles supérieurs ou d'assistants de recherche. Faire état d'un dossier de publications et de subventions de recherche conforme au profil de carrière. Une excellente connaissance de la langue française orale et écrite est requise. Une expérience de stage post-doctoral, d'intervention, ou d'évaluation en milieu clinique constituerait un atout.

Responsabilités : Les responsabilités des candidats consisteront à développer et à dispenser des activités d'enseignement de 1^{er} cycle (et aux cycles supérieurs le cas échéant), à contribuer activement au programme de recherche du département, en particulier par le biais de la recherche subventionnée, à dispenser des services à la collectivité et à accomplir certaines tâches reliées à l'administration pédagogique.

Renseignements supplémentaires:

Traitement : Selon la convention collective

Lieu de travail : Hull

Date d'entrée en fonction : Mars 1998 (négociable)

Les candidats sont priés de faire parvenir d'ici le 13 février 1998 à 16 h 30, un dossier de candidature incluant les documents suivants : un curriculum vitae; une photocopie des relevés de notes universitaires; un exemplaire récent de publication ou de manuscrit; une lettre d'appréciation sous pli scellé; le nom de trois personnes susceptibles de fournir des références.

Veuillez noter que les dossiers de candidature incomplets ou transmis par télécopieur seront rejetés sans appel.

Veuillez faire parvenir votre dossier à l'adresse suivante :

Monsieur Daniel Pelletier, Ph.D.
Directeur du Département de psychoéducation
Université du Québec à Hull
Case postale 1250, succursale B
Hull (Québec) J8X 3X7

Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ces postes sont offerts aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. Postes accessibles aux femmes et aux hommes.

* Le genre masculin est utilisé par souci d'allègement du texte. On doit l'interpréter dans son sens générique, à moins d'indication contraire.

L'Université
en Outaouais

Université
du Québec
à Hull

Yves Michaud soumettra neuf propositions à la CIBC

«Robin des banques» poursuit son combat

PRESSE CANADIENNE

Toronto — «Robin des banques» mènera demain un nouveau combat pour défendre les droits des actionnaires, à l'occasion de l'assemblée annuelle de la CIBC, qui sera suivie de celles des autres grandes banques canadiennes.

L'ancien journaliste et politicien Yves Michaud, qui possède des actions dans la CIBC, soumettra neuf propositions sur lesquelles les actionnaires auront à se prononcer.

Il proposera notamment un salaire maximum pour les cadres, ce qui réduirait des deux tiers le revenu annuel du président de la CIBC, Al Flood, et lui laisserait environ un million.

M. Michaud, âgé de 67 ans, soutient que ses efforts portent lentement fruits et que des centaines de Canadiens possédant des actions de la CIBC lui ont fait parvenir leur procuration.

Il reconnaît toutefois que malgré la controverse qui entoure les salaires très élevés des présidents de banques et les plaintes concernant les politiques de prêt, il est loin d'avoir galvanisé tous les investisseurs.

«Les actionnaires, même les moins importants, devraient se sentir plus concernés; c'est leur affaire. Ils sont un peu apathiques», dit-il.

Yves Michaud et Bob Verdun, un éditeur d'Elmira, en Ontario, qui fait équipe avec lui, veulent obliger les actionnaires qui assisteront d'ici la mi-mars aux assemblées annuelles des sept plus grandes banques cana-

diennes à se prononcer sur leurs propositions.

Outre la suggestion concernant le salaire des cadres, qu'ils veulent limiter à 20 fois le salaire moyen des employés, MM. Michaud et Verdun demandent que les banques interdisent à leur président-directeur général d'être également président du conseil d'administration, qu'elles éliminent la plupart des programmes offrant aux cadres des prêts ou des hypothèques à taux d'intérêt peu élevés, et que dans chaque banque il y ait un ombudsman choisi à l'extérieur de l'entreprise.

Les grandes banques ont inclus ces propositions dans la circulaire qu'elles ont fait parvenir à leurs membres avant leur assemblée générale. Elles y apportent quelques précisions et recommandent aux actionnaires de les rejeter.

M. Michaud dit que les banques font preuve de plus de respect depuis qu'une décision de la Cour supérieure du Québec lui a permis, l'an dernier, de soumettre ses propositions au vote des actionnaires, à l'occasion des assemblées annuelles.

À l'approche de ces assemblées, M. Michaud a été invité à rencontrer les dirigeants de la CIBC et de la Banque Scotia, en décembre. Il a aussi été invité à rencontrer le patron de la Banque de Montréal, Matthew Barrett, avant l'assemblée annuelle de cette institution qui aura lieu en février. Il dit que les banques semblaient surtout préoccupées de savoir combien de temps ses interventions ajouteraient aux assemblées.

La Fédération des coopératives d'habitation de l'île de Montréal (FECHIM) est à la recherche

d'un DIRECTEUR GÉNÉRAL ou d'une DIRECTRICE GÉNÉRALE.

La personne sera responsable de:

- la gestion de la vie associative de l'organisme et de sa représentation publique et politique avec les dirigeant(e)s de la Fédération
- l'élaboration, la mise en place des plans quinquennaux ainsi que la planification annuelle des objectifs et activités
- la gestion des ressources humaines et financières

Qualifications

- diplôme universitaire de premier cycle et une expérience pertinente de 5 ans dans la gestion des coopératives ou une expérience équivalente (10 ans) dans le domaine coopératif
- une bonne connaissance des dossiers et intervenants politiques en habitation communautaire
- une solide expérience en gestion des ressources humaines
- aptitudes en communication écrite et orale
- habileté à travailler en équipe
- leadership
- capacité de synthèse et vision globale
- bilinguisme un atout
- excellente connaissance du français
- capacité de travailler sous pression
- aisance en informatique

Période de probation: 6 mois

Salaire: 45 000 \$

Entrée en fonction: le plus tôt possible

Faites parvenir votre curriculum vitae avant le 30 janvier 1998 à 17h au: Comité de sélection, FECHIM, 1000, rue Amherst, porte 201, Montréal (Québec) H2L 3K5.

Adresse internet: fechim@cam.org

Télécopieur: 843-5241

UNIVERSITÉ
LAVAL

LE SAVOIR DU MONDE
PASSE PAR ICI

LE MONDE

État de la réserve collective de sang		
Groupe sanguin		
 La Société canadienne de la Croix-Rouge	O-	46%
	A-	66%
Info-collecte: 527-1501		

Une bombe secoue les hauteurs d'Alger

Les émissaires européens sont déçus par l'intransigeance des autorités

ALAIN BOMMENEL
AGENCE FRANCE-PRESSE

Alger — Au moins une personne a été tuée et 23 blessées hier, par l'explosion d'une bombe dans un bus à Alger, au moment où la troïka européenne bouclait une visite centrée sur la «lutte anti-terroriste» et marquée par un différend sur le dossier des droits de l'homme.

La troïka des ministres, après une mission de 18 heures, la première de ce type en six ans de conflit, a exprimé publiquement le «regret» que l'Algérie refuse d'accueillir le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme.

Le chef de la mission, le secrétaire d'Etat britannique au Foreign Office Derek Fatchett, a aussi regretté ne pas avoir «été en mesure» de rencontrer des survivants des derniers massacres, où d'aller déposer une gerbe de fleurs, marquant la frustration et l'irritation des Européens. Tous les entretiens se sont déroulés dans un périmètre restreint du centre d'Alger, épargné par la violence. Alger a réaffirmé à maintes reprises son refus de toute idée de commission d'enquête, considérée comme une «ingérence».

Au moment où les discussions s'achevaient, une bombe a ébranlé un bus à Ben Aknoun, sur les hauteurs d'Alger. La carcasse du véhicule était maculée de sang, au milieu de cahiers, de morceaux de tissus dispersés, de bris de verre. Cinq blessés sont gravement atteints, selon les services de sécurité. La veille, au moins 33 civils avaient péri dans des attaques imputées aux islamistes armés, selon la presse privée. «Le GIA [Groupe islamique armé] accueille la troïka avec 33 victimes», a titré *El-Khabar*.

L'attentat n'était pas immédiatement revendiqué, mais il porte la marque du Groupe islamique armé. Certains diplomates redoutaient que le GIA ne tente de frapper dans la capitale, la «vitrine» du pays. La vigilance des forces de sécurité et des habitants avaient permis de déjouer plusieurs tentatives d'attentats à la bombe et à la voiture piégée depuis le début du Ramadan, le 30 décembre.

L'Algérie a exprimé à la troïka (Grande-Bretagne, Luxembourg, Autriche) ses «préoccupations au sujet du terrorisme et de ses prolongements à l'extérieur», a déclaré le ministre délégué à la Coopération et aux Affaires maghrébines, Lahcene Moussaoui, à la fin de la visite. «La question du terrorisme a été évoquée au premier chef», a-t-il affirmé. L'Algérie accuse certains pays européens d'abriter des «réseaux terroristes». Elle dénonce notamment la présence de militants islamistes en Grande-Bretagne, qui préside l'UE pour six mois.

Le ministre a réaffirmé que les autorités avaient indiqué à la troïka ne pas avoir besoin «d'aide humanitaire», mais demandé qu'un «certain nombre de projets de coopération soient redynamisés». Il a annoncé la réouverture imminente du bureau de l'UE à Alger, fermé depuis quatre ans. «Nous sommes venus dans un esprit de partenariat», a expliqué Derek Fatchett. La mission visait à «continuer le dialogue politique», à donner une «manifestation publique de notre bonne volonté» à «condamner le terrorisme sous toutes ses formes» et à «améliorer notre compréhension» de la situation.

Sur le dossier sensible des droits de l'homme, M. Fatchett a indiqué regretter que l'Algérie ne soit «pas prête» à inviter le rapporteur spécial de l'ONU. «Il est dans l'intérêt de l'Algérie d'avoir une attitude ouverte», a-t-il dit. Mais M. Moussaoui a affirmé lors d'une conférence de presse que l'Algérie «n'avait pas de problèmes de droits de l'homme» et remettrait un rapport en mars à la commission des droits de l'homme de l'ONU. Auparavant, la troïka avait rencontré le chef de la diplomatie Ahmed Attaf, qui a accepté le principe d'une invitation en Grande-Bretagne, selon Londres, et le chef du gouvernement Ahmed Ouyahia.

A l'ambassade britannique, la troïka a reçu rapidement des parlementaires d'opposition, des directeurs de journaux privés, le président de l'Observatoire national des droits de l'homme (ONDH, officiel) Kamel Rezag Bara et le Croissant rouge algérien.

EN BREF

Havel est réélu

Prague (Reuters) — Le président tchèque Vaclav Havel a été réélu hier soir au deuxième tour de scrutin pour un nouveau mandat de cinq ans par les députés et les sénateurs réunis en Congrès, a-t-on appris de sources autorisées convergentes. Seul candidat encore en lice, il a obtenu 99 voix sur 200 du collège des députés et 47 sur 81 du collège des sénateurs. Au premier tour de scrutin, l'ancien dissident qui était opposé au communiste Stanislav Fischer et au républicain (extrême droite) Miroslav Sladek, n'avait pu obtenir la majorité absolue requise pour être directement élu. Porté à la présidence de la Tchécoslovaquie après la «Révolution de velours» de 1989, il avait été élu en 1992 premier président de la République tchèque après la séparation tchéco-slovaque.

Pékin fait une offre à Taïwan, qui reste froid

Pékin (Reuters) — La Chine populaire a proposé hier à Taïwan d'engager des pourparlers politiques sans condition. A Taïpeh, le pouvoir nationaliste a vite réagi avec froideur à la proposition en faisant valoir que le principe «Une seule Chine» constituait en soi une condition préalable. «Le soi-disant principe "Une seule Chine" représente en soi une condition préalable», a déclaré Sheu Ke-sheng, vice-président du Conseil des affaires chinoises. «C'est quelque chose que [le président de la Chine populaire] Jiang Zemin soutient toujours». Par le passé, Pékin a proposé à Taïwan des pourparlers mais à condition que l'île nationaliste accepte le principe d'une «seule Chine».

Aux sources d'El Niño

Stockholm (AFP) — L'Agence suédoise pour le développement international (ASDI) a indiqué hier qu'elle finançait un centre de recherche sur le phénomène *El Niño* qui sera inauguré demain au Chili. Ces recherches peuvent intéresser des centaines de millions de personnes, rappelle l'agence qui mentionne les pluies torrentielles qui affectent l'équateur et la tempête de verglas qui a durement touché le Québec et l'Ontario, ainsi que quelques États américains. L'intervention de la Suède permet à des chercheurs de plusieurs pays de se regrouper autour d'un noyau formé par l'Institut océanographique de l'Université de Concepción. Anders Granlund, de l'ASDI, souligne que l'on ignore toujours ce qui est à la source du phénomène *El Niño*.

Nétanyahou et Clinton font chou blanc

La question du redéploiement des forces israéliennes en Cisjordanie est au centre d'une rencontre qui ne donne lieu à aucun accord concret

Si les mots employés par les deux hommes étaient à la cordialité, ils n'en reflétaient pas moins une certaine tension diplomatique. Le chef de la Maison-Blanche, qui avait boudé «Bibi» lors de son dernier voyage aux États-Unis, en novembre, a laissé percer son irritation en faisant savoir qu'il n'avait qu'une heure à consacrer au chef du Likoud. Clinton va bientôt recevoir le président palestinien Yasser Arafat.

REUTERS

Washington — La rencontre hier après-midi à Washington entre Benjamin Nétanyahou et Bill Clinton n'a permis aucune avancée concrète pour la paix au Proche-Orient.

Une autre rencontre entre les deux hommes devait avoir lieu en soirée.

«Nous cherchons maintenant une formule commune pour faire avancer le processus [...] Aucun accord n'a été encore formulé», a déclaré le premier ministre israélien interrogé par la télévision israélienne juste après son entretien avec le président américain.

La réunion n'a «pas présenté de difficulté», a-t-il toutefois ajouté, mais il faudra encore du temps pour trouver une solution à l'impasse actuelle.

Selon lui, les deux parties sont «d'accord» sur la nécessité d'engager des discussions entre Israéliens et Palestiniens sur un accord de paix définitif.

Mais, laissant deviner l'importance du fossé qui sépare les deux positions à propos d'un tel accord, Nétanyahou a expliqué que la réunion avait été consacrée à «faire com-

prendre [à Clinton] nos préoccupations».

De sources américaines, on soulignait que la rencontre d'une heure et demie s'était «extrêmement bien» déroulée et que le président des États-Unis avait exhorté le gouvernement israélien à mettre en œuvre un nouveau redéploiement en Cisjordanie.

Le secrétaire d'Etat Madeleine Albright, qui s'est également entretenue avec Nétanyahou, a estimé que cette rencontre «avait été efficace et que les questions de fond avaient été explorées et examinées dans le détail», a rapporté son porte-parole, James Rubin.

La question du redéploiement a été au centre des discussions de la Maison-Blanche, ainsi que du petit-déjeuner qui a réuni Madeleine Albright et Nétanyahou hier matin, a ajouté James Rubin.

Ce retrait «doit être appliqué de manière crédible et son ampleur doit être significative», a-t-il poursuivi. Et ce, non seulement en terme de quantité, mais de qualité des terres rétrocédées aux Palestiniens. La question de la sécurité et le moment choisi pour le retrait doivent aussi entrer en ligne de compte.

Le secrétaire d'Etat doit rencontrer à nouveau Nétanyahou dans la journée.

«Je crois que nous devons avoir une attitude positive», avait déclaré Clinton aux journalistes tandis qu'il s'installait dans son Bureau ovale aux côtés du premier ministre israélien.

De son côté, Benjamin Nétanyahou avait affirmé que son gouvernement s'était engagé à obtenir la paix et la sécurité. Mais, répondant en hébreu à une question d'un journaliste israélien, le premier ministre avait promis de ne céder à aucune pression qu'exercerait Washington.

Si les mots employés par les deux hommes étaient à la cordialité, ils n'en reflétaient pas moins une certaine tension diplomatique.

Le chef de la Maison-Blanche, qui avait boudé «Bibi» lors de son dernier voyage aux États-Unis, en novembre, a laissé percer son irritation en faisant savoir qu'il n'avait qu'une heure à consacrer au chef du Likoud et que son emploi du temps était trop serré pour le retenir à déjeuner ou organiser une conférence de presse conjointe.

Arafat et l'Intifada

Le premier ministre a même dû forcer la main au personnel de la Maison-Blanche pour obtenir de tenir une conférence de presse dans une de ses salles, après la rencontre avec Clinton.

Benjamin Nétanyahou devrait donc se

contenter d'un déjeuner avec le vice-président Al Gore à la «cantine» de la Maison-Blanche.

Ceci ne l'a pas empêché de jouer ses propres cartes diplomatiques. Dès son arrivée à Washington lundi soir, le premier ministre a rencontré les adversaires politiques de Clinton, l'influent président républicain de la chambre des représentants, Newt Gingrich, ainsi qu'un groupe de dirigeants religieux conservateurs.

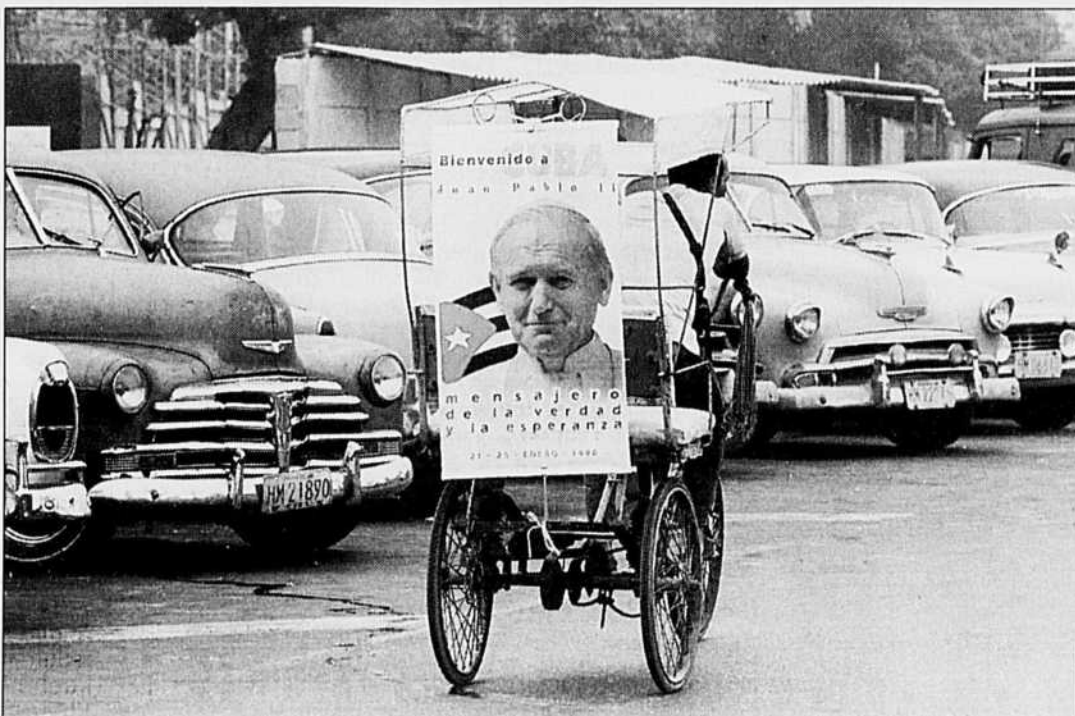
De son côté, de passage à Paris sur la route des États-Unis, où il doit aussi être reçu par Clinton, Yasser Arafat, le président de l'Autorité palestinienne a confié hiers «grande confiance dans le président Clinton» pour la relance d'un processus de paix bloqué depuis la relance de la colonisation juive par Nétanyahou, en mars dernier.

M. Arafat, a démenti avoir brandi la menace d'une nouvelle soulevée populaire dans les territoires palestiniens en l'absence de progrès, et renouvelé son engagement en faveur de la paix.

M. Arafat a toutefois mis en garde contre la poursuite du blocage du processus de paix, estimant que le non-respect des accords signés précipiterait «toute la région dans une situation de chaos».

Il répondait ainsi à la condamnation par le président américain, Bill Clinton, de ses propos. Le dirigeant palestinien avait évoqué dimanche une nouvelle *Intifada* si le processus de paix restait enlisé.

Papamobile compacte



PAT BENIC REUTERS

Le parc automobile de la vieille ville de La Havane.

Entre ferveur et curiosité

Cuba attend le pape

MARIE SANZ
AGENCE FRANCE-PRESSE

La Havane — Cuba, dernier bastion communiste d'Occident, accueillera aujourd'hui avec un mélange de ferveur et de curiosité le Pape Jean-Paul II pour une visite historique de cinq jours dont beaucoup de cubains espèrent qu'elle contribuera à changer la face de leur pays.

Sous la houlette du président Fidel Castro, un des rares leaders ayant survécu à la chute du camp socialiste, les autorités cubaines ont mis tout en œuvre pour mobiliser la population et assurer le succès de la visite du souverain pontife à Cuba, seul pays d'Amérique latine où il ne s'était pas encore rendu.

Des images du pape et des drapeaux du Vatican ont surgi aux quatre coins de la Havane, mêlés aux habituels slogans de «la patrie ou la mort», tandis que la presse officielle a annoncé hier que la cérémonie d'arrivée du pape à l'aéroport international Jose Martí sera retransmise en direct à la radio et la télévision cubaines.

Près de 3000 journalistes étrangers couvriront la visite du Pape à Cuba, dont un fort contingent de journalistes venus des États-Unis voisins, qui imposent un embargo unilatéral sur l'île depuis plus de 35 ans.

Des autobus et des trains spéciaux ont été organisés pour le transport de la population dans les trois provinces où se rendra le pape, Villa Clara, Camaguey et Santiago de Cuba.

Au nom du patriotisme, de la Révolution et de plus la élémentaire hospitalité, Fidel Castro, aux commandes depuis près de 40 ans de cette petite île des Caraïbes de 11 millions d'habitants, a demandé aux Cubains de se rendre en masse aux dif-

férents services religieux que doit célébrer le Pape lors de son pèlerinage pastoral dans l'île.

«Nous voulons que les places soient pleines, nous invitons les cadres, les militants» à se rendre à la messe, a-t-il dit. «Moi aussi, j'assisterai à la messe, à côté du peuple dans la certitude et la fierté d'être ce que nous sommes» a déclaré le weekend dernier le président cubain dans une intervention de près de six heures à la télévision cubaine.

Déroulant un tapis rouge oratoire, Fidel Castro a adressé un hommage dithyrambique au pape, «un homme d'un grand talent, d'une grande culture, un personnage historique».

La célébrité internationale du Pape, dans un pays où la venue de stars est plutôt rare, contribue sans nul doute à la curiosité et l'intérêt des Cubains pour la visite de Jean-Paul II. Depuis le triomphe de la Révolution en 1959, le nombre de catholiques cubains n'a cessé de diminuer et malgré la décision en 1991 du gouvernement cubain d'ouvrir les portes du parti aux croyants, les catholiques pratiquants ne constituent qu'un faible pourcentage de la population cubaine.

Malgré les déclarations du président Fidel Castro affirmant qu'il n'existe «aucun objectif politique ou économique à la visite du Pape», la plupart des cubains interrogés espèrent néanmoins une retombée du voyage papal dans leur pays.

Déjà, notait lundi le cardinal cubain Jaime Ortega lors d'une conférence de presse, «les fruits de la visite ont été récoltés», invoquant notamment «un renouveau de la foi».

Citant pêle-mêle la fin de l'embargo américain, une plus grande liberté de la presse, l'ouverture de l'économie, beaucoup de Cubains estiment pour leur part qu'on pourra parler d'avant et d'après la visite du Pape à Cuba.

ziles à Acteal près de San Cristobal.

«Les produits qui nous font le plus défaut sont le maïs, les haricots, le sel, le sucre», ont indiqué au CICR des représentants des réfugiés affirmant que tous leurs biens «ont été volés par les groupes paramilitaires et la sécurité publique».

Selon ces porte parole, 15 enfants, huit femmes et dix hommes sont morts de maladie, fièvres, infections respiratoires ou malnutrition après avoir dû quitter leurs villages pour se

réfugier en majorité dans les localités de Chenalhó et Polho, proches de San Cristobal. «Les autorités nous pourchassent parce que nous sommes des militants de l'EZLN [Armée zapatiste de libération nationale]», ont expliqué les porte-parole des réfugiés.

Cet appel à l'aide au CICR intervient alors que les autorités mexicaines se sont jusqu'à présent montrées particulièrement réticentes à accepter l'aide étrangère.

De l'aide, svp, pas de leçons

Le vice-président rwandais Paul Kagame rencontre les responsables belges et européens

REUTERS

Bruxelles — Le vice-président rwandais Paul Kagame, qui a entamé hier une visite de deux jours en Belgique, a demandé à l'Union européenne d'aider son pays à surmonter ses problèmes plutôt que de lui faire la leçon.

L'homme fort du Rwanda, qui doit rencontrer côté belge le premier ministre, Jean-Luc Dehaene et le roi Albert II, a d'abord rendu visite à la Commission et au Parlement européens.

«Nous avons des prisonniers, évidemment», a-t-il déclaré devant la commission du Développement du Parlement européen réunie à Bruxelles. «Nous avons eu un génocide».

Si l'ex-premier ministre français Michel Rocard, qui préside cette commission, lui a fait un accueil enthousiaste, certains députés ont soumis Paul Kagame à la question sur la démocratie et les quelque 120 000 prisonniers en attente d'un jugement.

«On exige de nous de résoudre des problèmes avant de nous donner l'aide pour les résoudre», a-t-il rétorqué avant d'ajouter sans s'embarrasser de précautions oratoires inutiles: «Vous avez souvent participé au problème».

Paul Kagame, dont le franc-parler a été bien accueilli par les députés, a donc plaidé pour qu'on laisse à son gouvernement le temps de cicatriser les blessures provoquées par le génocide de 1994, qui a entraîné la mort de plus de 500 000 personnes, et les problèmes liés au retour de plus d'un million de réfugiés.

La réinsertion des réfugiés se fait sans problèmes majeurs et Kigali se dit prêt à organiser des élections pour autant que cette consultation ait «un sens».

Dans une interview au quotidien belge *Le Soir*, il a par ailleurs annoncé que la politique de réconciliation nationale se poursuivrait, notamment en libérant les personnes emprisonnées qui n'ont pas participé au génocide et dont l'entretien coûte au Rwanda 20 millions de dollars par an.

«A terme, cela ne peut pas durer: il nous faut trouver d'autres solutions, nous expliquerons cela aux survivants».

Pour y parvenir, «il faut que l'Union européenne nous apporte une aide politique, économique et sociale», a-t-il dit.

L'UE s'est pour l'instant contentée d'une aide d'urgence, ainsi que d'une assistance pour le retour des réfugiés et l'organisation des procès des présumés «génocidaires».

Le commissaire européen chargé des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a convenu qu'il était urgent d'entamer une réflexion sur l'aide à long terme à ce pays.

Paul Kagame s'est d'ailleurs dit persuadé que le Rwanda peut retrouver le chemin du développement dans la paix.

«Hutus et Tutsis ont coexisté pacifiquement pendant des siècles», a-t-il dit en estimant que les colonisateurs avaient une responsabilité dans l'exacerbation de la haine ethnique entre ces deux groupes, qui a débouché sur le génocide.

«Des progrès ont été réalisés, mais le succès ne vient pas du jour au lendemain», a-t-il ajouté.

Les troubles qui agitent la région et le Nord-Ouest du Rwanda, où 80 personnes ont trouvé la mort lundi, vraisemblablement dans une attaque de rebelles hutus, n'inquiètent pas outre mesure Paul Kagame.

«Nous savions qu'en important des réfugiés [le Nord-Ouest est leur zone de transit], nous importions des problèmes», a-t-il dit. «Mais ces groupes ne pourront prendre le pouvoir».

Selon lui, les tueries qui ont lieu dans la région des Grands Lacs ne répondent pas à une stratégie concertée.

«Il est [...] exagéré de croire que toutes ces forces hostiles ont une stratégie, un commandement commun», dans l'interview au *Soir*, en contradiction avec l'analyse faite par de nombreux diplomates installés dans la région.

Ces derniers pensent qu'il existe une stratégie de déstabilisation de ces pays organisée par les rebelles hutus et les mobotistes chassés du pouvoir dans la foulée du génocide rwandais et de l'arrivée au pouvoir du général Paul Kagame au Rwanda et de Laurent-Désiré Kabila au Congo.

«Dans toute la région, il y a beaucoup de groupes armés et d'intérêts différents, mais je ne crois pas qu'il y ait une vaste coalition d'opposants, du Soudan jusqu'au Burundi», a pré-

LE DEVOIR

LES SPORTS

Le Canadien reçoit les Bruins de Pat Burns ce soir

Ulanov: un vol de Houle?

Le nouveau défenseur, désormais associé à Popovic, ne cesse de s'attirer des éloges

GUY ROBILLARD
PRESSE CANADIENNE

Même si la venue de Patrick Poulin suscite beaucoup d'attention parce qu'il est un Québécois pure laine et qu'il est ancien champion marqueur de la LHJMQ, près d'une semaine après l'échange avec le Lightning de Tampa Bay, c'est encore Igor Ulanov qui attire le plus d'éloges.

Dave King, le spécialiste du hockey international, en a dit à son tour beaucoup de bien, hier.

«Je me souviens très bien de lui quand nous affrontions les Russes, a raconté l'ancien entraîneur de l'équipe nationale canadienne. Il jouait comme un Nord-Américain. Il avait des habiletés, mais il était aussi continuellement dans notre face. Il a toujours joué de façon agressive, il jetait même les gants.»

Cela dit, King voit en même temps en Ulanov «le typique joueur russe».

«Il est très mobile, il a de bonnes mains et il déplace la rondelle rapidement.»

King a été jusqu'à dire que ce Ulanov n'était pas loin du compromis idéal entre le défenseur à l'européenne et celui à la nord-américaine. Il a fait la part des choses cependant en rappelant que ses habiletés naturelles étaient «dans la moyenne» pour un Européen. Ce n'est pas un Vladimir Malakhov.

Indiscipline

Martin Brodeur a mentionné l'autre jour que Ulanov ne pourrait pas jouer pour Jacques Lemaire au New Jersey parce qu'il quittait sa position pour aller frapper ses adversaires. «C'est exact, convient King. C'est ce qui arrive quand on joue de façon agressive et il y a un risque.»

Il s'agira de trouver le juste milieu.

Ulanov a aussi la réputation d'écopier de punitions inutiles: «Ça peut passer s'il est l'agresseur, en autant qu'il ne soit pas celui qui réplique», estime cette fois l'adjoint d'Alain Vigneault.

Ulanov, un gaucher, s'est entraîné hier à la droite de Peter Popovic et c'est à cette position qu'il devrait entreprendre son premier match avec le Canadien ce soir contre Boston: pas de problème, a-t-il dit, puisqu'il a surtout joué à droite depuis le début de la saison. Comme presque tous les Russes tiennent leur bâton du côté gauche, il y en a nécessairement qui ont appris à jouer du côté droit de la patinoire.

Popovic a également joué à gauche depuis son arrivée à Montréal et il se dit prêt à changer de côté au besoin.

Quant à l'adaptation à un nouveau compagnon, lui qui a surtout joué en compagnie des jeunes Craig Rivet ou Brett Clark depuis le début de la saison, le géant suédois n'y voit lui aussi aucun problème et affirme pouvoir s'adapter à

tous les styles. Ulanov semble comme lui un défenseur à caractère défensif.

«Nous avons maintenant un très gros corps défensif», n'a toutefois pu s'empêcher de noter Popovic.

■ Igor Ulanov en est à sa cinquième organisation en trois ans! «C'est difficile (d'être échangé), mais quand on arrive dans une place comme Montréal et qu'on voit l'esprit qui règne ici, on se dit que ça peut être une bonne chose», a-t-il confié, hier. Un joueur échangé peut toujours se dire qu'il est désiré par l'équipe qui fait son acquisition. «Le peu que je connais de lui, ces choses-là ne semblent pas l'affecter», a commenté Alain Vigneault.

■ Ulanov a commencé à constater de visu ce qu'est la couverture du hockey à Montréal et comme tant d'autres, il a dit que même s'il avait été prévenu, il ne s'attendait pas à voir tant de monde, notamment à son arrivée à l'aéroport. «C'est une ville de hockey, c'est merveilleux», a constaté ce Russe beaucoup plus décontracté que Vladimir Malakhov. Ulanov n'a rien contre le fait de jouer au Canada, d'autant plus qu'il réside à Toronto, d'où vient son épouse, et qu'il s'attend à obtenir sa citoyenneté canadienne le mois prochain.

■ Alain Vigneault a commencé par dire qu'il n'a jamais dirigé Patrick Poulin. «Mais si je me fie à ce que j'ai vu de lui à l'entraînement hier et aujourd'hui, son éthique de travail est très bonne. C'est une bonne occasion pour lui de s'asseoir sur une chaise», a-t-il ajouté en reprenant une image de la veille. «Il est arrivé très jeune dans la Ligue nationale et les attentes étaient élevées», a encore rappelé l'entraîneur au sujet de l'ancien champion marqueur de la LHJMQ, qui a marqué 20 buts à l'âge de 19 ans à sa première saison avec les Whalers de Hartford, qui en avaient fait leur choix de première ronde, le neuvième en tout, en 1991.

■ Andy Moog et Jocelyn Thibault sont tous deux en faveur d'un règlement qui limiterait les déplacements du gardien à l'extérieur de leur file, mais ils ne cachent pas que ce n'est pas leur spécialité... Moog a par ailleurs noté que les bons gardiens «offensifs» avaient l'avantage qu'on n'a pas le droit de les frapper. Un point soulevé également par Mark Recchi, qui veut bien que les gardiens manient et passent la rondelle, mais à condition, idéalement, qu'on puisse les frapper comme les autres. Vincent Damphousse, par contre, se demande pourquoi on ne laisserait pas faire les gardiens habiles avec la rondelle: «Tant mieux s'ils peuvent aider leurs défenseurs.» Et il ne voit pas pourquoi on jouerait quatre périodes de 15 minutes pour faire plaisir au réseau américain Fox. Mais il se dit tout à fait prêt à au moins tester un règlement qui ne tiendrait plus compte de la ligne rouge pour les passes entre deux zones. Les ligues américaine et internationale pourraient tester bientôt tous ces changements de règlements.

La techno au secours de Nagano l'embouteillée

SHINGO ITO
AGENCE FRANCE-PRESSE

Nagano — Les organisateurs des Jeux de Nagano comptent sur la haute technologie pour traiter les embouteillages attendus pendant cette période, sachant que le succès dépendra largement de leur capacité à éviter aux participants d'attendre des heures dans les navettes.

La ville vient d'inaugurer un nouveau système de contrôle du trafic. En temps normal, Nagano est connu pour ses embouteillages et pour la difficulté de circuler sur les petites routes qui y accèdent.

Pendant les Jeux, cela pourrait rapidement tourner au cauchemar. La plupart des épreuves ont lieu de vingt à cinquante kilomètres de Nagano, où résideront pourtant la quasi-totalité des participants, sportifs, officiels et journalistes.

Il faut actuellement plus d'une heure trente pour parcourir les 50 km qui séparent la ville de la station d'Hakuba, le site du saut à skis, du ski de fond, de la descente et du slalom géant. Il n'y a pourtant aucune affluence particulière, les responsables sont la vitesse sur les routes japonaises et la congestion à l'entrée de Nagano.

«Le succès des JO dépendra largement de notre capacité à résoudre les problèmes de circulation», estime Takeaki Namizuka, chef du centre de contrôle de la police.

Pendant les 16 jours au cours desquels se dérouleront les Jeux (7-22 février), il devrait y avoir 50 km de bouchons le matin et 70 le soir. Les autorités ont demandé aux gens — fort mécontents — de renoncer à leurs voitures et espèrent une baisse du trafic d'environ 30 %. Quant aux spectateurs, ils seront dissuadés de se rendre sur les sites avec leur véhicule pour lesquels ils ne trouveraient d'ailleurs que quelques parkings.

«Ce nouveau système est notre arme pour sortir athlètes et officiels de cet enfer», explique Namizuka.

Des détecteurs identifient les véhicules officiels et la route est ouverte par l'ordinateur central en agissant sur les feux de signalisation. Ce dispositif a été développé conjointement par la police, NEC, Hitachi et Toyota.

Le centre de contrôle peut aussi informer en permanence les véhicules du meilleur itinéraire, en analysant les informations recueillies par 130 capteurs optiques disséminés dans la ville.

Le responsable du centre ne dit pas quelle pourra être la conséquence sur l'ensemble du trafic d'une telle dérégulation des feux de signalisation.

Pour transporter les athlètes, le fabricant de poids lourd Hino (groupe Toyota), a mis en service ses premiers bus fonctionnant à la fois à l'essence et à l'électricité.

Quant aux médecins sur les sites des épreuves, ils pourront éviter les embouteillages en consultant les banques de données des hôpitaux grâce à une liaison satellitaire dont est équipé un véhicule de secours.

Les organisateurs se sont également préparés contre le risque de voir les chauffeurs se perdre comme aux Jeux d'Atlanta. Chaque week-end, depuis plusieurs semaines, les chauffeurs officiels ont suivi des séances d'entraînement et de reconnaissance des itinéraires.

Lahti consentante

Par ailleurs, la ville de Lahti, située à 100 km à l'est de la capitale, s'est déclarée prête à présenter une candidature commune avec Helsinki et Lillehammer pour organiser les Olympiques d'hiver en 2006.

Le conseil municipal de Lahti a cependant soumis son accord à une condition en réclamant les sports nordiques: fond, saut à skis, combiné nordique et biathlon.

Les accords signés précédemment entre Helsinki et Lillehammer prévoient que la station norvégienne prendra à sa charge les disciplines alpines (ski alpin, snowboard, luge et bobsleigh), alors qu'Helsinki et Lahti se partageront le reste des compétitions.

HOCKEY

Hier

Ottawa à Pittsburgh, 19h.
St. Louis à Rangers, 19h30.
Detroit au New Jersey, 19h30.
Buffalo à Philadelphie, 19h30.
Islanders à Chicago, 20h30.
Phoenix à Edmonton, 21h.
Calgary à Los Angeles, 22h30.

Ce soir

Caroline à Buffalo, 19h.
Boston à Montréal, 19h30.
Washington à Tampa Bay, 19h30.
Toronto à Detroit, 19h30.
Colorado à Dallas, 20h30.
Phoenix à Vancouver, 22h.
Calgary à San Jose, 22h30.
Floride à Anaheim, 22h30.

CONFÉRENCE DE L'EST

	Mj	G	P	N	Bp	Bc	Pts
Montréal	48	25	16	7	145	115	57
Pittsburgh	47	24	15	8	131	110	56
Boston	46	21	16	9	117	109	51
Ottawa	47	19	21	7	111	115	45
Buffalo	45	17	20	8	111	117	42
Caroline	48	17	25	6	118	137	40

Section Atlantique

New Jersey	46	29	14	3	137	94	61
Philadelphie	45	25	11	9	137	100	59
Washington	48	23	17	8	135	124	54
Rangers	47	15	20	12	118	129	42
Floride	48	15	23	10	120	137	40
Islanders	47	16	25	10	120	134	38
Tampa Bay	46	9	29	8	82	148	26

CONFÉRENCE DE L'OUEST

	Mj	G	P	N	Bp	Bc	Pts
Dallas	49	30	11	8	149	99	68
Detroit	49	28	11	10	158	111	66
St. Louis	49	26	17	6	143	119	58
Phoenix	47	21	18	8	131	125	50
Chicago	47	18	20	9	111	108	45
Toronto	45	14	24	7	106	136	35

Section Pacifique

Colorado	49	24	9	16	146	116	64
Los Angeles	46	19	19	8	129	119	46
Edmonton	47	16	22	9	116	135	41
Anaheim	48	15	25	8	109	142	38
San Jose	46	16	24	6	109	128	38
Calgary	48	12	26	10	119	147	34
Vancouver	48	12	27	8	126	169	32

Les meneurs

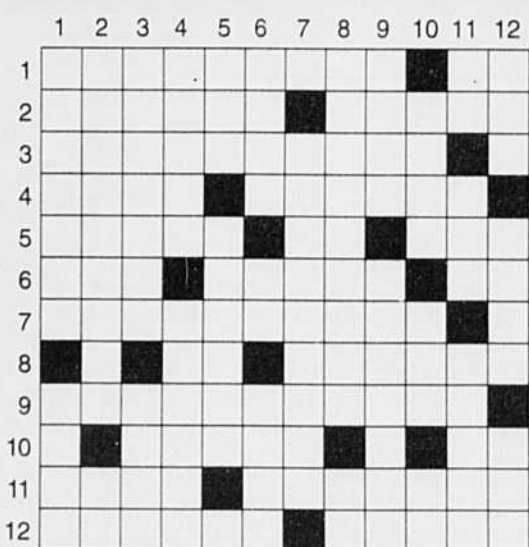
	B	P	Pts
Forsberg, Col	18	41	59
Jagr, Pgh	21	35	56
LeClair, Phi	33	21	54
Bure, Vcr	28	25	53
Sakic, Col	22	30	52
Lindros, Phi	20	32	52
Francis, Pgh	16	34	50
Selmane, Ana	33	16	49
Tkachuk, Pho	29	18	47
Recchi, Mtl	22	25	47
Reichel, NYI	19	28	47
Oates, Was	10	37	47
LaFontaine, NYR	17	29	46
Corson, Mtl	16	30	46
Bondra, Was	28	17	45

Téléphone: 985-3322

LES PETITES ANNONCES

Télécopieur: 985-3340

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

- 1- Pleurer. — Ut.
2- Annuler. — Parent.
3- Pedigree.
4- Cerf. — Paroi d'un filon de minerai.
5- La montagne de Dieu.
6- Plateau. — Congère.
7- Tantale.
8- Forcené.
9- Hélium. — Oublieux.
10- Jeter par une fenêtre.
11- Esquimaux. — Lui.
12- Accusa. — Enroule le fil sur une bobine.
13- Organisme administratif. — Feuillet superflu d'un imprimé.

Relatif au Rhin.

- 5- Attacha. — Candide.
6- Bordure de l'écu (Hérald.). — Ressen-ti. — Irlande.
7- Heureux.
8- Encombrement. — Néodyme.
9- Rognon. — Recouvre un sol de gravier.
10- Opposition. — Époque. — Arbre.
11- Cube. — Orient. — Sec.
12- Si. — Délicatesse. — Terme de tennis.

VERTICALEMENT

- 1- Prudence. — Mit la date.
2- Du mathématicien Abel. — Argent.
3- Quatre-vingt-dix. — Invariable.
4- Lova un cordage. —

Solution d'hier

1. POLYNÉSIE AN
2. AMBIE LONONE
3. VET GLENCHER
4. ALERTER LEM
5. GERIATRIE DU
6. ETIER ARNHEM
7. TENIR ICH A
8. XE NARTHEX
9. EAFENATE ET
10. ROUE CISAANA
11. OLMAGEE CHOO
12. STELE SECOND

I • N • D • E • X

- 100 • 199**
IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
Achat-vente-échange
100 Visites libres
101 Propriétés à vendre
103 Condominiums et co-propriétés
105 Propriétés à louer
115 Extérieur de Montréal
120 Laurentides
121 Cantons de l'Est
125 Hors-frontières
130 Maisons de campagne
132 Chalets
134 Terrains-fermes
135 Terrains
150 Transactions diverses
151 Services immobiliers
Location
160 App. et log. à louer
164 Condominiums à louer
165 Propriétés à louer
175 Maisons de campagne à louer
176 Chalets à louer
- 200 • 299**
IMMOBILIER COMMERCIAL
Achat-vente-échange
201 Propriétés commerciales
203 Propriétés industrielles
205 Espaces commerciaux
210 Commerces à vendre
220 Entrepôt (Vente-location)
230 Gestion immobilière
Location
251 Bureaux à louer
259 Espaces comm. et ind. à louer
275 Locaux à louer
- 300 • 399**
MARCHANDISES
301 Œuvres d'art
303 Antiquités
313 Ordinateurs
314 Bureautique
315 Téléphone
318 Mobilier de bureau et acc.
- 320 Ameublement
335 Bois de foyer
350 Animaux
- 400 • 499**
OFFRES D'EMPLOIS
401 Postes cadre et professionnel
402 Éducation
405 Santé + serv. communautaires
408 Secteur culturel
410 Bureaux
415 Secteur informatique
420 Secteur vente
425 Restaurants et hôtellerie
440 Services domestiques
455 Emplois partiels + saisonniers
- 500 • 599**
PROPOSITIONS D'AFFAIRES
ET DE SERVICES
501 Occasions d'affaires
508 Services financiers
510 Comptabilité
512 Déclaration d'impôts
515 Informatique et bureautique
520 Préparation de C.V.
522 Traitement de texte
523 Traduction, rédaction
529 Services professionnels
530 Cours
540 Santé
542 Massothérapie
543 Psychothérapie
544 Croissance personnelle
545 Cartomancie, astrologie
550 Voyages
555 Garderie
560 Entretien, rénovation
564 Décoration intérieure
570 Tassement, paysagistes
575 Déménagement
- 600 • 699**
VEHICULES
615 Bateaux, yachts, voiliers
695 Automobiles

103
CONDOMINIUMS
CO-PROPRIÉTÉS

LOFT authentique, très spacieux, 1250 p.c., très éclairé. Bien situé à Outremont. Stat. 277-7794.

OUTREMONT, rue Bloomfield, 2 condos X 1500 p.c., rez-de-ch. 6 pces, 1er: 7 pces dans 4 plex. Beaucoup de cachet, boiserie originales, balcons, espaces stat. 150.000\$ ch. 272-2167

115
EXTÉRIEUR DE MONTRÉAL

ILES DE LA MADELEINE
FATIMA. Grande maison ancestrale, 3 étages, 4 c.c., foyer, pl. bois franc, gr. remise, 110.000\$ sans agent. (418)696-5084

MIRABEL (35 min. Mtl.) 5 c.c. à c., 2 foyers, bois franc, garage. Boisé. Calme. 120.000\$. 258-4734

120
LAURENTIDES

STE-ADELE. Chaleureux cottage 3 c.c. + 1 c.c., garage, terrain exceptionnel, ruisseau. Prox. services. 115.000\$ sans agent. 270-0403

130
MAISONS DE CAMPAGNE

ST-JOSEPH-DE-LA-RIVE (Charlevoix). Très grande maison ancestrale face au fleuve, foyer en pierre. Poss. commerciale. Anciennement "La Perdriole". (418)635-2333, (514)272-6098

140
PROPRIÉTÉS DEMANDÉES

VIEUX-LONGUEUIL
Cherchons maison détachée 677-8046

160
APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUER

AHUNTSIC
4 1/2, 1 ch. fermée, 2e étage, entr. lav./séch., face parc, 430\$, 389-5814

ILE DES SOEURS. 3 1/2 récemment décoré, 11e étage, chauffage, électros, 795\$ négo. 1er fév. 420-0636 (après 17h ou w-end)

MELROSE/MONKLAND. Grand 4 1/2 et 5 1/2 rénove. 486-5700, 596-0299

PLATEAU CHATEAUBRIAND/Marie-Anne 4 1/2 rénove, libre 1er fév. 550\$/mois. Contacter Jean-Claude après 19h. 525-6748

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit
AMERICAN EXPRESS MasterCard VISA

160
APPARTEMENTS-LOGEMENTS À LOUERDISCRIMINATION
INTERDITE

«La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.»

PLATEAU

Marianne/Parthenais, 6 1/2, 610\$, 1er mars. 527-9493

QUÉBEC (MONTCALM)

Pr. des Plaines, idéal court/moyen séjour. Tr. beau 6 1/2 de luxe meublé, vaisselle, literie, téléphone, câble, TV, etc. 2 chambres, bureau, stat. abrité. 418-686-1033

VIEUX QUÉBEC, près Château. 2 1/2 semi-meublé, lav./séch., foyer, mur brique. 450\$, tout compris. (418)563-3343

170
HORS-FRONTIÈRES À LOUER

"PARIS". APPART. CENTRÉ, très confortable, décoration. Entièrement équipé avec chambre. Sem./mois. (514)974-9181. Fax: (514)979-2901.

*** PARIS ***
Paissable appart. (2 1/2) tout équipé, très ensoleillé, près Parc Tour Eiffel. Sem./mois. (514) 434-1865.

*** PARIS ***
XVe, superbe appart. 3 1/2, meublé ancien, t. équipé, pour 2-4 pers., parc. Disponible à la semaine. 968-0262.

COSTA RICA. Grande maison bord de mer, 3 c.c., cuis. équipée, salon, s. à m., patio, BBQ. Poss. 2 coupl. & 2 enfants. 600\$/sem. 270-1915.

PARIS. Charmant appart., bien situé, 3 1/2, tt. équipé, clair, calme. Libre imm. 276-5641.

251
BUREAUX À LOUER

GRAND BUREAU

Pour jeune professionnel, meublé, avec service de réception, salle de conférence, téléphones, etc. Centre-ville, très bien situé, pour partager avec d'autres professionnels, multi-disciplinaires. Prix raisonnables - sur références - Téléphone: 844-1044 - Poste 64 - Mme Carole Edwards ou J. Guy St-Georges.

275
LOCAUX À LOUER

ESPACE D'ENTREPOT À LOUER

Intérieur, chauffé, Plateau Mont-Royal. Au mois, à la semaine, etc. - Prix raisonnable, sur références. Téléphone: 844-1044 ou 278-1536. Poste 64 - Mme Carole Edwards ou J. Guy St-Georges.

307
LIVRES / DISQUES

A BON PRIX. ACHAT LIVRES

Mtl et province - (514)524-6235.

ACHETONS LIVRES DE TOUS GENRES. Service à domicile. 274-4659

313
ORDINATEURS

ORDINATEUR COMPACT portable

Zenith + syst. de transmission Fax-Modem Megahertz + écran suppl. 14", 1.000\$. Voir Paul. tel. Fax (514)525-2919

318
MOBILIER DE BUREAU ET ACC.

IMPRIMANTE Hewlett Packard,

LaserJet 51, presque neuve, prix payé: 800\$, à vendre: 550\$. Dominique: 277-4922.

LIQUIDATION + de 300 bureaux,

chaises, filières, neufs/usages. 685-4051.
Les Aménagements F.B. Inc.

LE DEVOIR

CULTURE

N.B. LIGNE INFO-CONCERT
 Montréal
 (514) 597-3800
 Extérieur
 1-888-597-3800

CINÉMA

Laissez venir à moi...

Serge Losique courtise la clientèle enfantine. Non, il n'est pas question d'un volet jeunesse au FFM, mais d'un nouveau rendez-vous de cinéma pour enfants, dont la première édition se déroulera à l'Impérial du 29 février au 8 mars.

Odile Tremblay
 Le Devoir

Enfin, voici que le président du FFM orchestre le tout nouveau Festival international du film pour enfants de Montréal (FFEM). Neuf jours durant, au rythme de quatre projections quotidiennes, on y présentera une trentaine de films (surtout des longs métrages) en provenance de 16 pays. Animation, comédies, rétrospectives. C'est parti.

«Serge Losique et Danielle Cauchard songeaient depuis longtemps à atteindre le jeune public, explique la directrice de la programmation, Jo-Anne Blouin. Mais ils trouvaient que jumeler un volet "enfants" au FFM à l'heure de la rentrée des classes n'était pas le moment rêvé. Ils ont donc décidé de faire ça au cours de la semaine de relâche scolaire.»

Des demandes ont été déposées auprès de la SODEC, de Téléfilm et de la Ville de Montréal, histoire de renflouer la chose. On sait que les institutions publiques ne veulent pas en principe financer de nouveaux festivals. Serge Losique réussira-t-il à convaincre les bailleurs de fonds? La partie ne semble pas gagnée d'avance cette année. Vente de billets, commanditaires privés, au pire, le festival pourrait rouler sans financement public pour sa première édition, nous dit-on.

Sélection officielle (films récents et inédits), hors concours et hommage rétrospective: telles sont les trois catégories de la programmation de ce festival. Catégories qui rappellent à s'y méprendre celles du FFM. La filiation est d'autant plus marquée que le festival enfantin veut devenir compétitif dès 1999. Cette année, c'est le public qui décernera les prix. Tout comme le FFM aussi, le rendez-vous jeune public entend desservir les deux principales communautés ethniques de Montréal. Il y aura des séances en anglais autant qu'en français. Des comédiens traduiront des dialogues en français et les liront aux enfants, trop jeunes de toute façon pour lire des sous-titres.

Jusqu'à maintenant, Montréal n'était pas réputée pour soigner sa relève cinéphilique. On a souvent déploré que les grands festivals, le FFM comme le FCM, ne possèdent pas de volet enfants, à l'encontre d'un petit rendez-vous de province, comme celui de Rouyn-Noranda, lequel apporte une attention si particulière au jeune public, à l'encontre également d'un événement comme Berlin qui possède son volet jeunesse. Serge Losique s'était donc fait reprocher son manque d'enthousiasme face aux générations montantes. Le présent festival constitue une réponse à ces reproches récurrents.

Pour l'Impérial, c'est aussi l'occasion d'atteindre un nouveau public. Après avoir séduit les ados à travers *Fantasia*, le cinéma de kung-fu matiné d'horreur, voici que l'Impérial lorgne le public enfantin. Il le lorgne tellement qu'il entend élaborer des projections fa-



miliaires de fins de semaine tout au long de l'année dès le mois d'avril.

Rappelons que si Montréal boudait un peu la clientèle enfantine livrée aux productions hollywoodiennes, il existait tout de même depuis 1995 un rendez-vous de cinéma pour enfants intitulé *Les Quatre Cents Coups*. Orchestré par Rémi Boucher, celui-ci, avec des films de plusieurs pays du monde, se déroulait traditionnellement dans le temps de Pâques. Il est évident que *Les Quatre Cents Coups* reçoit avec la concurrence de l'événement Losique un boulet rouge dans sa coque. «C'est le combat de David contre Goliath», estime Rémi Boucher, qui n'entend pas renoncer pour autant à la tenue printanière des *Quatre Cents Coups*. «J'ai le goût de me battre», déclare-t-il. Une autre bataille de festivals à suivre...

Le Canada à Sundance

Le festival de Sundance, tribune du cinéma indépendant en Amérique, déroule de plus en plus le tapis rouge aux productions canadiennes. En tout cas, cette année, le rendez-vous qui a lieu du 18 au 25 janvier à Park City, en Utah, a sélectionné dix films du voisin du Nord. Un record, donc, pour le Canada, encore qu'il s'agisse surtout de productions de langue anglaise. L'an dernier, *Kissed*, de Lynne Stopkewich, avait créé un petit émoi en la demeure de Sundance avec son thème cuisant des amours d'une nécrophile. La production canadienne-anglaise a le vent dans les voiles. On l'a constaté aux prix Génie où tant de lauriers furent attribués au film d'Egoyan, et à l'intéressant et sensible *The Hanging Garden* de Thom Fitzgerald, abordant le retour d'un homosexuel dans son village natal.

Ce même *Hanging Garden* (qui sortira la semaine prochaine dans nos salles) avait reçu le prix du meilleur film canadien au festival de Toronto, à égalité avec *The Sweet Hereafter* d'Egoyan. Le long métrage de Thom Fitzgerald sera à Sundance aux côtés de *Dirty* de Bruce Sweeney, le documentaire *Chile, The Obsolete Memory* (Chili, la mémoire obsolée), de Patricia Guzman, et *Spudwrench, Kahnawake Man* de la cinéaste d'origine algonquienne Alanis Obomsawin. Plusieurs productions autochtones ont été choisies dans la catégorie «Native Visions», soit *Carved from the Heart*, d'Ellen Frankenstein et Louise Brady, *Atuwas: People Gathering Together*, de Barb Crammer, *Totem Talk*, d'Annie Frazier-Henry, *Silent Tears*, de Shirley Cheechoo, et *Rosa's Times* de Daniel Hawks.

THÉÂTRE

Bas les Masques!

Stéphane Bailargeon
 Le Devoir

L'Académie québécoise du théâtre (AQD) dévoilait hier, au TNM, les noms des finalistes pour la quatrième Soirée des Masques, qui sera présentée au Monument-National, le 1^{er} février prochain. Au total, 22 prix honorant les productions de l'année dernière seront remis pendant le gala retransmis en direct par Radio-Canada.

La Compagnie Les Deux Mondes, qui dévoilait presque en même temps, à Montréal, les activités de son 25^e anniversaire de fondation, est une des plus choyées de cette sélection de prix du milieu théâtral. Deux de ses productions recueillent au total pas moins de dix nominations: six pour *L'Histoire de l'ioie* et quatre pour *Leitmotiv*.

La Soirée des Masques, radio- et télédiffusée sur le réseau français de Radio-Canada, sera animée par Luc Guérin et Marcel Leboeuf. Une douzaine de Masques seront remis à des créateurs et six autres à des productions. L'Académie distribuera également quatre prix spéciaux dans les catégories suivantes: production étrangère, révélation, prix du public et hommage.

Au total, les différentes catégories (texte original, mise en scène, éclairage, interprétations masculine ou féminine, etc.) comptent une centaine de nominations. Si j'avais la seule possession dessus le jugement dernier, d'Erik Carpentier, présenté au Théâtre d'Aujourd'hui, se distingue particulièrement avec six nominations. On re-

marque aussi *Talk Radio*, d'Eric Bogosian (quatre nominations), *Le Passage de l'Indiana*, de Normand Charette, *Les Guerriers*, de Michel Garneau, *Motel Hélène*, de Serge Boucher, *Ceci n'est pas un Schmirz*, d'après Boris Vian, *Les Estivants*, de Maxime Gorki, et *Lucrèce Borgia*, de Victor Hugo (trois nominations chacune).

Pour le Masque de la production de l'année à Montréal, on a retenu cinq productions: *Leitmotiv*, *Lucrèce Borgia*, *Océan* (de Pol Pelletier), *Le Passage de l'Indiana* et *Si j'avais la seule possession...* À Québec, la lutte se fera entre *Carpe Diem*, *Les Estivants*, *La Minute acoustique* (*Pas de Macbeth ce soir*) et *Souvenirs de Brighton Beach*, et en région entre *La Guerre des clochers*, *Presbytère du Nord* et *Valse n° 6*.

Dans la catégorie «mise en scène», on retrouve cinq productions: *Motel Hélène* (René-Richard Cyr), *Les Estivants* (Serge Denoncourt), *Les Guerriers* (René-Daniel Dubois), *L'Histoire de l'ioie* (Daniel Meillier) et *Lucrèce Borgia* (Claude Poissant).

Par ailleurs, Les Deux Mondes a dévoilé quelques-unes de ses activités. Jeudi, la compagnie joue *The Tale of Teeka* au Annenberg Center de Philadelphie. La semaine prochaine, le spectacle est repris à la Brooklyn Academy of Music de New York. Ensuite, dès le 2 février, la dernière création de la compagnie amorce une tournée promotionnelle en Europe en étant présentée en banlieue parisienne pour une dizaine de jours. *Leitmotiv* sera également présentée au Annenberg Center et au Israël Festival, à Jérusalem, en mai.

JAZZ ET BLUES

L'homme de goût

Duke Robillard rend hommage au cercle des guitaristes disparus au Campus

SERGE TRUFFAUT
 Le Devoir

Guitariste et chanteur né dans l'État du Rhode Island il y a 47 ans de cela, Duke Robillard est un musicien pour musiciens. C'est ainsi, c'est comme cela, parce qu'il a accompagné et enregistré avec Bob Dylan, Jay McShann, John Hammond, Kim Wilson, Johnny Adams, Pinetop Perkins, Muddy Waters, Freddie King, Ruth Brown, Scott Hamilton, Ronnie Earl, Snooky Prior, Jimmy Witherspoon, The Fabulous Thunderbirds... En plus d'avoir fondé l'indispensable, à nos oreilles il va sans dire, Roomful of Blues.

Il est un musicien pour musiciens parce qu'il est demandé par tout ce qui bouge mais aussi, voire surtout, parce qu'il est doué, parce qu'il est talentueux, parce qu'il manipule chaque note avec affection, parce qu'il n'est pas un de ces racoleurs qui multiplient, en un laps de temps très mince, très maigre, les notes enfarinées. Bref, Duke Robillard est un homme de goût.

Son histoire a débuté comme bien des histoires qui finissent bien, soit dans le rêve et l'affection. Le rêve? Jeune adolescent, le guitariste franco-américain de l'est des États a nourri l'ambition de maîtriser le style de T-Bone Walker. Le style en question consiste à jouer note par note, à enchaîner une note avec l'autre davantage que les accords.

L'affection? Rares sont les musiciens qui témoignent d'une affection et d'une connaissance aussi riche et variée que celle de Duke Robillard pour les musiques qui s'entendaient à Kansas City dans les années 30, à New York dans les années 40, à Chicago dans les années 50, un peu partout dans les années 20 comme dans les années 60.

Le cercle des guitaristes disparus selon Robillard propose un diamètre dépassant largement la sainte trinité du blues, soit Muddy Waters, B. B. King, Elmore James, pour y inclure les Charlie Christian, Django Reinhardt et consorts ainsi que des pianistes comme Jay McShann et des



JEFF DUNAS

Duke Robillard

saxophonistes comme Johnny Hodges.

C'est sur le socle, si l'on peut dire, de ses admirations et ambitions que Robillard fonda dans les années 60 le groupe Roomful of Blues pour remettre au goût du jour les musiques de Louis Jordan, Jimmy Lunceford et autres canailles du swing matiné de blues. Grâce à lui, les petites chansons, les trois à quatre minutes bien sonnées, bien balancées, ont repris le dessus, en quelque sorte, sur les longueurs alors en vogue.

Après le Roomful, il a fait un tour et des détours avec le Fabulous Thunderbirds, histoire, entre autres

choses, de raconter le «twist du conteur». Puis, il quitta cette troupe de Texans pour monter un groupe, son groupe, le groupe qu'il dirigera ce soir au Café Campus. A noter, et à retenir, le saxophoniste ténor et barryton qui va nous conter fleurette s'appelle Doug James. Et alors? Jusqu'à tout récemment, il était un des patrons du... Roomful of Blues.

Soutenu par Marty Ballou à la contrebasse et Marty Richards à la batterie, Duke Robillard va déployer les subtilités, les abondantes subtilités, de son dernier album intitulé *Dangerous Place* sur étiquette Virgin. Prix d'entrée: 5 \$.

THÉÂTRE

En queue de poisson

Une dure critique de l'amour en cette fin de siècle

SIRÈNES

Texte: Lise Castonguay, avec la collaboration de Natalie D'Anjou, Magalie Pouliot et Érika Gagnon. Mise en scène: Lise Castonguay. Avec Natalie D'Anjou, Magalie Pouliot et Érika Gagnon. Une production du Collectif Sirènes, présentée au théâtre Péri-scope jusqu'au 31 janvier.

RÉMY CHAREST
 CORRESPONDANT
 À QUÉBEC

Où sont passées les sirènes d'antan, ces créatures mi-humaines, mi-animales qui autrefois hanterent Ulysse et ses compagnons? Elles nous ont suivies jusqu'à aujourd'hui, côtoyant toujours le désir et l'obsession, l'attraction irrésistible de l'un pour l'autre.

On se le moins l'idée que porte en son sein *Sirènes*, collectif né dans le cadre de la série Carte blanche du théâtre Péri-scope et devenu aujourd'hui, sous la houlette de Lise Castonguay, une production dont les nombreuses forces dépassent les quelques maladroites. Voyage en trois temps, *Sirènes* aborde son sujet par le mythologique — le monologue, au ton très juste, d'un marin de l'Antiquité, seul survivant d'un bateau ayant fait naufrage à cause de sirènes qui continuent d'obséder son esprit — pour basculer vers le métaphorique dans les deuxième et troisième parties du spectacle, situées respectivement dans les années 50, autour d'un bateau de croisière, et dans les eaux troubles du désir, modèle fin de siècle.

Dans la seconde partie, les trois comédiennes responsables de l'ensemble de l'interprétation incarnent, sur un ton plutôt guilleret, les passagères incons-

cientes d'un bateau qui coule, dont elles racontent, du fond de l'eau, les dernières minutes, avant de se transformer en sirènes sous nos yeux. Avec des effets comiques bien réussis, ce volet installe tout de même la notion du désir aveugle et de la femme trompée — ce dernier thème venant justifier la métamorphose du trio —, thèmes qui seront repris sur des tons nettement plus graves en fin de parcours.

La troisième partie livre en effet une série de vignettes assez dures sur l'amour moderne, avec travestissements à l'appui. On y voit ainsi Natalie D'Anjou incarner, de façon assez saisissante, un Mario transsexuel en robe rouge et perruque blonde, qui s'est fait femme pour tenter d'attirer Lorenzo, un homme hanté par l'une des naufragées de la croisière précédente. Érika Gagnon y livre quant à elle un morceau de bravoure: la fin d'une femme dont l'esprit voilé par la drogue croit reconnaître son amant... qui s'avère être son violeur et assassin. Évitant les nombreux pièges du genre, ce monologue est le sommet de cette production qui, malheureusement, se termine en queue de poisson, si on me permet l'expression.

Eparpillée entre ses multiples tableaux contemporains, *Sirènes* ne s'est pas trouvé de vraie conclusion, se contentant d'une piroquette un rien décevante en guise de mot de la fin. Parlant de piroquettes, la production trouve son autre faiblesse — avec la présence de certains personnages masculins unidimensionnels — dans des chorégraphies malhabiles, dont l'intention est d'évoquer un climat aquatique et la grâce des créatures mythologiques, mais dont le résultat tend à frôler le ridicule. Malgré ces manques, voici une pièce dans laquelle il vaut la peine de plonger, même en plein froid de janvier.

EN BREF

Le Maghreb est en ville

(Le Devoir) — Nuits d'Afrique présente à compter de ce soir et jusqu'au 28 janvier un festival de musique du Maghreb, au Club Balatou et au Club Soda. Le Marocain Said Mesnaoui se produira samedi

prochain au Club Soda. Au Club Balatou, vous pourriez voir les Ballets folkloriques tunisiens Aziza ce soir, Cheb Dino et Cheb Wahab dimanche, le groupe Timdag demain et les berbères Azal mercredi prochain. Le spectacle du groupe Iness Mezél, qui devait avoir lieu vendredi a été reporté au 28 mars, au club Soda.

Nouvelles têtes au CALQ

Le conseil compte quatre nouveaux membres

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Le Devoir

Dans la tourmente verglacée des dernières semaines, quelques nouvelles sont passées inaperçues: ainsi, le bureau du premier ministre Lucien Bouchard divulguait, il y a une dizaine de jours, le nom de quatre nouveaux membres au conseil d'administration du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ).

Lors de sa séance du 7 janvier dernier, le conseil des ministres adoptait donc la nomination de l'écrivain Marie-Andrée Beaudet, de François Bédard, directeur du Festival international de Lanaudière, du metteur en scène Jean-Guy Côté et du compositeur Denis Gougeon.

Ces représentants du milieu culturel québécois occuperont les sièges laissés vacants par Jovette Marchessault (romancière et dramaturge), Elise Paré-Tousignant (professeur à l'école de musique de l'Université Laval et directrice artistique du Domaine Forget de Charlevoix), Luc Plamondon et Guy Rodgers (scénariste et traducteur). Ce remaniement sera confirmé officiellement à la prochaine réunion du conseil, laquelle est prévue pour la fin du mois.

D'autres modifications à la composition du conseil y seront sans doute confirmées puisque des postes clés, notamment au sein du comité exécutif et de celui des régions, sont remis en question par le départ de quatre membres de l'ancienne version du conseil d'administration.

Par ces départs et arrivées, le conseil d'administration du CALQ est désormais composé de la p.d.g. Marie Lavigne, de Pierre Des Marais, Paul-André Fortier, Marie Gignac, Rita Giguère, François Lahaye, Indira Nair, Rober Racine et Alice Ronfard, auxquels se grefferont donc quatre nouvelles têtes dès la fin janvier.

MUSIQUE
en tête
 LE CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS MUSICAUX À VENIR
Janvier

22 & 23
 ORCHESTRE DE CHAMBRE
I MUSICI DE MONTRÉAL
 Direction: Yuli Turovsky
 Concerts en matinée et à l'heure de pointe
 Quatuor et orchestre
 Oeuvres écrites pour quatuor et orchestre de Leku, Ysaÿe et Elgar
 Le jeudi 22 à 11h (complet) et 17h45 et le vendredi 23 à 17h45
 Salle Tudor du magasin Ogilvy, angle Sainte-Catherine et de la Montagne
 Billets: 14,50 \$ régulier, 12,50 \$ aînés, 10,00 \$ étudiants (taxes incluses)
 Réservations: (514) 982-6037, poste 224

28, 29, 30 & 31
 OPÉRA MCGILL présente
ARIADNE AUF NAXOS de Richard Strauss
 Orchestre symphonique de McGill, Timothy Vernon, chef
 Alison Greene, metteuse en scène, André Barbe, scénographe,
 Mireille Vachon, costumière et Luc Prairie, éclairagiste
 19 h 30, Salle Pollack, 555, rue Sherbrooke Ouest (métro McGill)
 Billets: 20 \$ / 12 \$ (aînés et étudiants) en vente du lundi au vendredi de midi à 18 h
 Réservations téléphoniques durant les heures de la billetterie (Visa ou MasterCard):
 398-4547

CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA MUSIQUE
 EN COLLABORATION AVEC LE DEVOIR

LE DEVOIR
 Hébergement en région
 chaque vendredi dans le cahier Plaisirs